



Ce Manifeste est un appel. Un appel à ne pas céder au découragement, au repli sur soi ou au cloisonnement entre les mouvements sociaux et le champ politique. Un appel à voir grand, à la hauteur des crises et des menaces qui pèsent sur notre monde, mais aussi des espoirs de transformation et des victoires possibles. Un appel à construire, dès maintenant, une nouvelle force politique populaire, inclusive et révolutionnaire, capable de conjuguer luttes immédiates et perspectives de long terme, enracinée dans les réalités du quotidien et tournée vers l'avenir. Nous sommes convaincus que des milliers de militant·es attendent l'émergence d'un tel projet et que des dizaines de milliers d'autres pourraient le rejoindre.

Partagez vos réflexions, remarques, ajouts et propositions en envoyant un compte-rendu à l'adresse suivante : contact@forumalternative.org.

Retrouvez ce Manifeste en ligne sur :

<https://www.forumalternative.org/manifeste/>

Ont contribué à la conception, la rédaction ou la relecture de ce Manifeste :

Alexis Cukier, Antoine Pelletier, Béa Whitaker, Bruno Della Sudda, Christine Poupin, Colette Corfmat, Fabien Marcot, Florence Ciaravola, Frédéric Burnel, Hugo Coldboeuf, Isabelle Garo, Jacqueline Madrennes, Josiane Martini, Josiane Scoleri, Kevin Poperl, Malika Kara Laouar, Marjorie Keters, Mariano Bona, Michelle Garcia, Olivier Le Cour Grandmaison, Omar Slaouti, Patrick Farbiaz, Patrick Le Moal, Thomas Coutrot, Tony Fraquelli.

Table des matières

Introduction.....	7
Une nouvelle organisation au service de nos luttes, en rupture avec les formes politiques traditionnelles.....	8
Comment construire cette nouvelle organisation ?.....	9
Nous proposons donc un double engagement :.....	9
Pourquoi un Manifeste ?	10
I - Contre un système capitaliste, écocide, patriarcal, raciste, impérialiste et validiste : quelles perspectives de transformation ?.....	11
Catastrophes écologiques et capitalisme écocide.....	12
Un système économique fondé sur la destruction.....	12
Le « capitalisme vert », une impasse.....	12
Répression et dérives autoritaires : vers l'écofascisme ?.....	13
Pour une société écologique, autogestionnaire et communiste.....	13
Une myriade de luttes écologistes pour la justice sociale et climatique dans le monde.....	13
[Propositions] Contre le productivisme capitaliste, pour une révolution écologique et sociale.....	15
Réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux énergies fossiles	15
Une décroissance sélective et démocratiquement définie.....	15
Une révolution agroécologique.....	16
Honorer la dette écologique envers les pays du Sud.....	16
Désarmer les criminels climatiques et instaurer la justice sociale et fiscale.....	16
Reconnaître et protéger les droits des animaux.....	16
Instaurer une planification écologique démocratique.....	16
Briser le chantage à l'emploi et renforcer les droits des travailleur·ses.....	16
Pour une révolution écologique et sociale.....	17
Des classes en lutte : résister, reprendre le pouvoir et transformer la société.....	18
La dégradation des conditions de travail : un outil de domination capitaliste.....	18
Capitalisme, patriarcat, racisme et validisme : des systèmes d'oppression imbriqués.....	19
Reprendre l'offensive : exproprier les capitalistes et construire un pouvoir démocratique.....	19
Pour une transformation révolutionnaire et globale.....	20
[Propositions] Contre le capitalisme : pour une démocratie radicale, la justice et l'égalité au travail et dans tous les aspects de la vie.....	21
Un anticapitalisme radicalement démocratique.....	21
Un anticapitalisme pour le bien-vivre et la gratuité.....	22
Pour une économie collective et démocratique.....	23
Face aux processus de fascisation : égalités, justice et démocratie !.....	24
Une stratégie d'alliance au service de la domination capitaliste et néofasciste.....	24
Colère, résignation et repolitisation classes populaires.....	25
Le « wokisme » : un épouvantail réactionnaire.....	25
Un empire médiatique au service de l'extrême droite.....	25
Menaces contre l'État de droit : une dérive autoritaire systémique.....	26
L'État de droit : un obstacle aux ambitions autoritaires.....	26
Les menaces, censures et dissolutions les plus récentes : un aperçu des dérives autoritaires et des résistances institutionnelles.....	26
La construction d'un « ennemi intérieur » : islamophobie et racisme d'État.....	27
Une police violente et impunie.....	27
Un combat urgent pour la justice et la démocratie.....	27
[Propositions] Contre une république raciste et discriminatoire, pour toutes les égalités.....	29
Pour un antiracisme intransigeant sur l'égalité des droits.....	29

Pour un antifascisme structurel et politique.....	29
Pour un antifascisme internationaliste et solidaire.....	30
Pour un féminisme radical et intersectionnel.....	31
[Propositions] Contre le patriarcat : un féminisme inclusif et de combat.....	33
Revaloriser et socialiser la reproduction sociale.....	33
« Notre corps, notre choix » : défendre le droit à l'autodétermination.....	33
Lutter contre toutes les violences patriarcales.....	33
Refuser les instrumentalisations réactionnaires.....	34
Impérialismes : dans un monde instable, une exigence démocratique et émancipatrice.....	35
Un monde multipolaire dominé par des impérialismes concurrents.....	35
Soutenir les luttes populaires, pas les dirigeants oppresseurs.....	35
Les responsabilités de l'État français.....	36
Construire une alternative internationale pour la justice sociale et écologique.....	36
[Propositions] Contre l'impérialisme, pour un internationalisme concret et cohérent.....	38
Solidarité avec les luttes en cours.....	38
Un anti-impérialisme qui dénonce le rôle de l'État français.....	38
Pour un internationalisme solidaire et émancipateur.....	39
Sortir du validisme.....	40
Une exigence anticapitaliste.....	40
Une exigence intersectionnelle.....	41
[Propositions] Pour un projet antivalidiste.....	42
Reconnaissance politique du validisme comme oppression systémique.....	42
Garantie d'un revenu digne à chacun.e.....	42
Accessibilité universelle comme norme obligatoire.....	42
Une écologie inclusive et adaptée.....	42
Réorganisation du travail autour de l'inclusion.....	43
Une éducation réellement inclusive et déconstruire le validisme.....	43
Dévalidation et démedicalisation des discours sur le handicap :.....	43
Représentation démocratique des personnes handicapées.....	43
Santé gratuite, universelle et adaptée.....	43
Une culture et des récits inclusifs.....	43
II - Pour changer le monde, on fait comment ?.....	44
Questions stratégiques.....	44
Une boussole pour avancer : l'héritage des luttes passées et présentes.....	44
Des luttes qui tracent le chemin de l'alternative globale.....	44
Les défis stratégiques à relever.....	45
Une force politique à construire.....	46
Quel est le sujet politique de la transformation sociale, écologique et démocratique ?.....	47
Une domination systémique plurielle.....	47
Un « arc-en-ciel » des luttes.....	48
Ce système est notre ennemi commun.....	48
Société civile.....	49
Pour une société émancipée.....	49
Quel rapport à l'État ?.....	49
Vers un dépassement et une socialisation de l'État.....	49
Une articulation à expérimenter.....	49
Quelles police et armée ?.....	50
Un objectif commun : l'État démocratique et autogestionnaire.....	50
Quel rapport à la violence ?.....	50
La question de la violence : principes et contextes.....	51
L'articulation entre autodéfense, soin et émancipation.....	51
Internationalisme et résistance.....	52

Pour un monde sans guerre.....	52
Quelles articulations entre réformes et révolutions ?.....	52
Ni réforme sans révolution, ni révolution sans réformes.....	52
Le rôle des révolutions : cristalliser les avancées populaires.....	53
La question décisive de la propriété et de la socialisation.....	53
III - Pour une organisation politique aux formes et pratiques nouvelles.....	54
S'appuyer sur l'existant, construire au-delà.....	54
Ce que nous ne voulons pas.....	56
Ce que nous voulons : principes fondamentaux pour une nouvelle organisation politique.....	57
Décloisonner militantisme, production alternative et solidarité.....	59
Que pourrait faire cette organisation ?.....	61
Être utile au quotidien.....	61
Faire reculer le fascisme et avancer la révolution.....	61
Expérimenter la démocratie en actes.....	62
S'organiser pour toutes les égalités et toutes les solidarités.....	62
S'inspirer des expériences internationales.....	62
Conclusion.....	63
Et maintenant, on fait quoi ?.....	63
Dans l'immédiat : que proposons-nous ?.....	63



Introduction

Nous sommes des millions à nous mobiliser au quotidien, dans les quartiers, dans les entreprises, pour la justice sociale et environnementale, contre tous les racismes, pour les droits des femmes et des LGBTQI+, pour le climat, contre les guerres et les impérialismes, contre ce pouvoir autoritaire. **Nos forces sont dispersées – nous voulons contribuer à les réunir.**

Soutenu à ce jour au niveau national par Égalités, Ensemble, le NPA-L'Anticapitaliste et PEPS, et porté par des militant·es de ces organisations et d'autres mouvements sociaux et politiques, On construit l'Alternative est un processus, initié en 2023 par l'appel de 500 militant·es engagé·es dans ces combats, qui propose de nous rassembler **dans une grande organisation politique démocratique, révolutionnaire et unitaire**, pour en finir avec ce système d'exploitation capitaliste, de domination et d'oppression, et construire un avenir désirable, une société radicalement différente, basée sur le respect de la nature, de la justice, de la démocratie et de toutes les égalités.

Nous avons en commun des combats, des quotidiens, des pratiques, des analyses, des mots, des propositions, des rêves... Nous venons de multiples horizons militants : anticapitalistes, écologistes, écosocialistes, féministes, LGBTQIA+, antiracistes, syndicalistes, autogestionnaires, communistes, libertaires, communalistes, anti-spécistes, anti-validistes, anti-impérialistes, altermondialistes et internationalistes... Mais nous n'avons pas de force politique commune assez forte, nombreuse et audible à une échelle de masse pour élaborer ensemble une stratégie et un projet permettant de construire une alternative au système.

De quels outils avons-nous besoin pour vaincre le néolibéralisme autoritaire, renverser le capitalisme écocide, défaire la menace néofasciste ? Pour mettre fin au génocide en Palestine et à toutes les guerres impérialistes ?

Comment faire pour relayer les luttes, le dynamisme, la nouvelle culture militante qui se construit dans les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes (des Soulèvements de la terre aux syndicats, en passant par nouveaux collectifs de lutte féministe ou les Comités contre les violences policières ...) et les imposer dans le champ politique ? **Pour renforcer le Nouveau Front Populaire**, ou d'autres alliances à gauche, en faire un outil de transformation sociale durable et pas seulement une alliance électorale temporaire – et pour élargir tous les fronts sociaux et politiques de gauche au-delà de leurs limites actuelles ?

Pour passer à l'offensive dans les imaginaires, les médias, les institutions, et imposer un projet radical et désirable, à la fois écosocialiste, égalitaire et autogestionnaire, construit au sein des luttes

sociales et écologiques dans les lieux de travail, les expériences d'alternative concrète, les quartiers populaires et la jeunesse ?

Nous pensons qu'il est nécessaire et possible de construire une force politique de gauche alternative d'un nouveau type, construite par en bas, révolutionnaire, pluraliste et unitaire, ancrée dans la jeunesse, les quartiers populaires, les lieux de travail et les territoires, efficace au quotidien, capable de faire entendre sa voix dans la bataille idéologique, de constituer un rapport de force dans les institutions, de poser la question du pouvoir, de sortir des impasses et de construire les voies de l'alternative.

Une nouvelle organisation au service de nos luttes, en rupture avec les formes politiques traditionnelles

Notre constat de départ est simple : nous sommes à un tournant historique, les catastrophes sociales et écologiques sont en cours, et un peu partout sur la planète les classes dominantes accompagnent le développement et l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. Il faut que celles et ceux qui veulent une alternative radicale au système et pensent nécessaire de nouer des alliances à gauche permettant de nous défendre se réunissent. Qu'elles et ils forment une nouvelle force politique plus nombreuse et dynamique que celles existant actuellement, impliquant notamment beaucoup plus de militant·es des mouvements sociaux, de la jeunesse et des quartiers populaires.

Nous voulons la construire avec la nouvelle génération de militant·es en rupture avec les pratiques autoritaires des partis traditionnels, et sans attendre que les professionnel·les de la politique, plus ou moins radicalement à gauche, leur fassent une place. Avec toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le vieux logiciel des partis dominants de la gauche : électoraliste et vertical, reproduisant souvent des schémas de domination qui ne devraient pas y avoir leur place. **Avec toutes celles et ceux qui veulent constituer un pôle populaire, démocratique et offensif au sein du Nouveau Front Populaire et de tous les fronts sociaux et politiques antifascistes**. Nous ne voulons plus des logiques d'avant-garde, des manœuvres d'appareil, des sectarismes, des pratiques d'exclusion et d'automarginalisation, du mépris des partis pour les mouvements sociaux. **Nous voulons construire une nouvelle force inclusive et populaire pour passer à la contre-offensive**, en articulant les mobilisations sociales et les batailles électorales, les barrages et les soulèvements, les luttes d'autodéfense et les alternatives concrètes émancipatrices.

Face à la gravité de la situation, **nous avons besoin d'une organisation véritablement collective, démocratique, conviviale et polyvalente, construite à égalité par toutes et tous ses membres, avec des règles démocratiques collectivement élaborées**, permettant de confronter les points de vue et de prendre des décisions, de nous rencontrer et d'agir sur le terrain, de nous former et d'intervenir dans le débat public de manière coordonnée. C'est bien autre chose qu'un réseau de collectifs militants, ou qu'un mouvement gazeux et vertical sans règles démocratiques claires.

La question de la démocratie interne et de l'autogestion est pour nous fondamentale et elle est liée aussi à ce que nous voulons faire – pas seulement participer aux élections (même s'il faut prendre le terrain électoral très au sérieux), mais aussi initier et contribuer à la solidarité concrète, l'autogestion de la production et à l'auto-organisation dans les quartiers populaires : actions culturelles et sociales de terrain, soutien aux luttes et au renforcement des mobilisations sociales, écologistes, féministes, antiracistes, anti-impérialistes..., autodéfense collective et non-violente, autoformation populaire à partir

des expériences et savoir de chacune et chacun, intervention médiatique (et son corollaire, la critique des médias), élaboration programmatique en lien avec la construction d'un horizon alternatif global, participation à des fronts sociaux et politiques utiles aux intérêts de notre camp, à la construction autogestionnaire et internationaliste.

Nous voulons construire une organisation politique assez nombreuse et forte pour changer le rapport de force dans toute la société, y compris dans les institutions, en faisant progresser la démocratie, la justice et toutes les égalités.

Comment construire cette nouvelle organisation ?

Construire une nouvelle force politique, ne se fera pas du jour au lendemain, ni par simple addition de partis, courants ou groupes déjà existants. **Elle doit émerger de la convergence des luttes sociales et de l'engagement militant**, en s'ancrant dans les mouvements existants tout en proposant une structuration plus large.

Pour écarter durablement la menace néofasciste, la gauche dans toutes ses composantes doit être unie. L'existence et le programme du Nouveau Front Populaire sont un point d'appui. Le NFP peut être un élément de réponse à la crise de la politique et de sa représentation avec la mise en place ou le renforcement d'assemblées citoyennes ouvertes à toutes et tous, et la coordination de toutes les forces associatives et citoyennes, syndicales et politiques qui en sont partie prenante. **Au sein de ces assemblées du NFP, que nous devons contribuer à construire à la base, nous avons besoin d'une force politique unitaire qui soit un pôle de gauche alternative, sociale et écologique**, une force qui contribue au rassemblement le plus large possible tout empêchant son glissement vers une simple gestion du système. Et nous avons également besoin que **cette nouvelle organisation politique ait simultanément une activité autonome, à partir des luttes et au service d'elles, pour porter des propositions et pratiques de rupture dans le champ politique et œuvrer à une alternative radicale et désirable au système de domination et d'oppression.**

Nous proposons donc un double engagement :

1. **Au sein du Nouveau Front Populaire (ou d'une autre alliance de gauche, la plus large possible, qui pourrait être amenée à le remplacer)**, pour y constituer un pôle de gauche radicale et empêcher son glissement vers une simple gestion social-démocrate du système.
2. **Dans un processus autonome**, qui ne se limite pas aux élections et qui développe des espaces d'auto-organisation populaire, d'expérimentation sociale et écologique, des processus sociaux et politiques de rupture avec le système existant.

Concrètement, nous avons initié un mouvement en organisant :

- **Des forums nationaux** (juillet et décembre 2023 à Paris)
- **Des forums locaux (Montreuil, Metz, Nice, Lyon) et des assemblées locales antifascistes** (Montreuil),
- **Des campagnes politiques**: contre l'impérialisme et pour l'auto-détermination des peuples, et pour les alternatives écologiques et sociales
- **Des initiatives de formation et de solidarité internationaliste.**

On en trouvera la trace, ainsi que des textes et communiqués rédigés dans le cadre de l'Alternative, sur notre site : www.forumalternative.org/

Mais **ce n'est qu'un début**. Nous proposons de passer à l'étape suivante en organisant **fin 2025, une assemblée constituante** permettant d'ancrer une organisation politique nouvelle dans le paysage politique, et de commencer un processus plus large impliquant des milliers de militant.e.s.

Pourquoi un Manifeste ?

Ce Manifeste s'adresse à toutes celles et ceux qui partagent ces constats et envies, se posent les mêmes questions, veulent construire une alternative collective et démocratique. Il est **une invitation à s'organiser, à discuter ce projet dans nos organisations, partis, mouvements syndicats, associations, assemblées et collectifs**. Nous appelons à l'organisation dans les prochains mois de réunions, publiques ou entre militant.e.s, autour de ce projet, à la rédaction de textes individuels ou collectifs de réponse à tout ou partie du Manifeste, à toute initiative permettant de préciser et faire avancer collectivement ce projet.

Le Manifeste est structuré en quatre parties qui présentent et mettent en débat :

1. **Une analyse politique** de la situation et des propositions pour rompre avec le système actuel.
2. **Une stratégie politique** pour construire un rapport de force.
3. **Des réflexions et propositions pour une organisation démocratique et autogestionnaire.**
4. **Une conclusion avec des propositions pour construire l'Alternative en 2025 et au-delà.**

Rejoignons-nous pour construire une nouvelle organisation politique capable de transformer la société !



I - Contre un système capitaliste, écocide, patriarcal, raciste, impérialiste et validiste : quelles perspectives de transformation ?

De Dacca à Munich, de Brazzaville à Lima, de Séoul à Nanterre, de Nouméa à Sainte-Soline, partout dans le monde, **se lèvent des mouvements pour la justice, l'égalité et la démocratie**. Face à ces élans d'émancipation, les **élites politiques, économiques et médiatiques s'unissent pour préserver un ordre injuste**, cherchant à **imposer leur domination au mépris de nos vies et de notre avenir**.

Partout, les luttes s'intensifient : ici, on combat **la déforestation et l'accaparement des terres** ; là, on se soulève contre **la précarité et l'exploitation au travail**. Ailleurs, on lutte pour **mettre fin aux féminicides**, pour **arracher des droits et des libertés**. En Palestine, **une résistance héroïque affronte un génocide** sous les bombes et l'occupation. **Par millions, nous nous dressons contre les guerres impérialistes, contre ceux qui massacrent nos sœurs et nos frères pour défendre leurs intérêts**.

Et nous sommes encore **plus nombreux·ses à construire, jour après jour, les bases d'un autre monde** : **des solidarités concrètes, des résistances tenaces, des alternatives audacieuses**. Face à cela, nos adversaires, terrifiés par la perspective d'un monde affranchi de leur domination, **militarisent leurs polices, répriment nos voix, enferment celles et ceux qui refusent de plier**. Leur obsession du contrôle et de la répression ne fait que trahir **leur peur d'un monde fondé sur la justice, la liberté et l'égalité – un monde qui rendrait leur barbarie impossible**.



Catastrophes écologiques et capitalisme écocide

L'accélération du basculement climatique menace l'équilibre même du système Terre. Les catastrophes écologiques ne sont plus une menace future, elles sont déjà là : réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution massive, dépassement des limites planétaires. Ces crises se traduisent par des chaleurs extrêmes, sécheresses, inondations et incendies qui frappent toutes les régions du monde. Mais si leurs effets se font sentir partout, y compris dans les pays du Nord, ce sont les populations les plus vulnérables qui en paient le prix le plus lourd : les classes populaires, les femmes et les pays du Sud, où, depuis 1991, 79 % des décès et 97 % des personnes touchées par les événements climatiques extrêmes ont été recensés.

Un système économique fondé sur la destruction

Ce désastre n'a rien de naturel : **c'est le système capitaliste qui est responsable**. Fondé sur une **logique extractiviste, productiviste et écocide**, il repose sur **l'exploitation sans limite des ressources, des territoires et des êtres vivants** pour maximiser les profits. Depuis ses origines, le capitalisme a **colonisé et pillé les terres, épuisé les travailleurs et détruit les modes de vie respectueux des écosystèmes**. Le consumérisme, la **fabrication artificielle de besoins pour écouler les marchandises**, est une autre facette de cette dynamique destructrice.

Le « capitalisme vert », une impasse

Face aux catastrophes, la réponse dominante repose sur l'illusion du « **capitalisme vert** » : **marché du carbone, finance verte, géo-ingénierie...** Autant de solutions qui ne remettent jamais en cause les logiques de domination et d'exploitation, mais qui, au contraire, **permettent aux classes dominantes de continuer à tirer profit du désastre**. Les **mégabassines**, devenues un **symbole en France de cette maladaptation**, illustrent ces politiques qui **prétendent tout changer pour ne rien changer**, aggravant au final la crise écologique.

Répression et dérives autoritaires : vers l'écofascisme ?

Face à la montée des résistances écologistes et paysannes, l'État déploie une répression brutale, comme l'a illustré la violence policière contre les manifestant·es à Sainte-Soline. Cette répression s'inscrit dans une longue tradition coloniale de criminalisation des luttes paysannes et écologistes, qu'elles soient menées dans les territoires colonisés ou, plus récemment, contre les luttes antinucléaires ou contre les grands projets écocides, du Larzac à Notre-Dame-des-Landes en passant par Plogoff.

Dans le même temps, la crise écologique sert de prétexte à la montée d'idéologies autoritaires et réactionnaires. On observe ainsi deux formes de réponses de l'extrême droite, qui sont le plus souvent associées (comme chez Trump, Bolsonaro et Milei...) :

1. **Le climato-négationnisme**, qui refuse d'admettre la catastrophe pour mieux servir les intérêts des multinationales fossiles.
2. **L'écofascisme**, qui instrumentalise la crise pour justifier la fermeture des frontières, la militarisation de la société et l'expulsion des populations migrantes, sous prétexte de « protéger » les ressources naturelles pour les nationaux « de souche » et le capitalisme national.

Pour une société écologique, autogestionnaire et communiste

La lutte contre l'écocide et le capitalisme destructeur est une nécessité vitale. Il n'y aura pas d'émancipation sur une planète morte, pas plus qu'il ne pourra y avoir d'écologie sans justice, égalité et démocratie. Un véritable projet écologique ne peut être qu'anticapitaliste, féministe, antiraciste et autogestionnaire, fondé sur la construction d'une société libérée de l'exploitation et de la destruction.

Une myriade de luttes écologistes pour la justice sociale et climatique dans le monde

Dans le tumulte des crises écologiques et sociales, une myriade de luttes s'organise à travers le monde, portée par des peuples autochtones, des habitant·es, des syndicats, des féministes, des jeunes et des altermondialistes. Voici quelques jalons marquants de ces dernières années, qui témoignent de la construction d'un mouvement écologiste global et interconnecté :

- **10 décembre 2014 – La marche des peuples pour le climat à Lima**

À l'occasion de la COP20, 20 000 personnes – autochtones, syndicalistes, féministes, jeunes, écologistes et altermondialistes – descendent dans les rues de Lima, au Pérou, pour dénoncer l'inaction climatique et réclamer la justice sociale et environnementale.

- **Août 2018 – Le début des « Fridays for Future »**

La mobilisation pour le climat prend un nouvel élan, avec notamment les initiatives de Greta Thunberg, qui inspirent des millions de jeunes, étudiant·es et lycéen·nes, à travers le monde. Ces « grèves pour le climat » et manifestations deviennent un symbole de la demande urgente d'une action radicale contre le réchauffement climatique.

- **2020-2021 – Le « Kisan Andolan » : soulèvement paysan en Inde**

En Inde, le mouvement paysan Kisan Andolan se soulève contre les lois de privatisation agraire imposées par le gouvernement nationaliste de Narendra Modi. Ce mouvement de centaines de milliers de paysan·nes, allié au mouvement ouvrier, prend la forme de gigantesques assemblées populaires,

marches et blocages. Après une lutte de plusieurs mois, les manifestant·es obtiennent le retrait des lois, **une victoire majeure pour la paysannerie indienne.**

- **20 janvier 2021 – L’abandon du projet d’oléoduc Keystone XL**

Après plus de dix ans de **mobilisations écologistes**, notamment portées par les **communautés amérindiennes**, le gouvernement des États-Unis annonce l’abandon définitif du projet d’oléoduc Keystone XL, devenu un **symbole de la résistance contre les énergies fossiles.**

- **6 novembre 2021 – Justice sociale et climatique à la COP26 de Glasgow**

À l’occasion du sommet de la **COP26 à Glasgow**, **10 000 personnes** manifestent dans les rues pour exiger une véritable justice climatique et sociale face à l’inaction des gouvernements.

- **14 janvier 2023 – Résistance à l’expulsion de la ZAD de Lützerath, Allemagne**

Entre **15 000 et 35 000 personnes** se mobilisent contre l’expulsion de la ZAD de Lützerath, un village détruit pour permettre l’exploitation d’une mine de lignite. Porté par le mouvement **Ende Gelände**, actif depuis 2015, ce rassemblement met en lumière l’urgence de sortir des énergies fossiles. La répression policière, brutale, fait de nombreux blessés.

- **25 mars 2023 – Sainte-Soline et la lutte contre les mégabassines**

Dans les Deux-Sèvres, **30 000 manifestant·es** répondent à l’appel de **Bassines Non Merci** et des **Soulèvements de la Terre** pour s’opposer aux **mégabassines**, symbole d’une gestion injuste et prédatrice de l’eau. La répression **ultra-violente de l’État** blesse plus de **200 personnes**, dont plusieurs grièvement.

- **29 juillet 2024 – TotalEnergies renonce à deux projets gaziers en Afrique du Sud**

En Afrique du Sud, après des mobilisations menées par des organisations telles que **The Green Connection**, TotalEnergies annonce l’abandon de deux projets gaziers. Cette victoire témoigne de l’efficacité des luttes locales et de la force des mobilisations pour la justice sociale et environnementale.



[Propositions] Contre le productivisme capitaliste, pour une révolution écologique et sociale

Notre écologie, qu'elle soit qualifiée d'**écosocialisme**, d'**écologie sociale de libération** ou de **communisme autogestionnaire écologique**, s'inscrit dans une vision radicalement opposée à la logique du capitalisme productiviste. Elle défend une **décroissance sélective, juste et décoloniale** dans les pays du Nord, et propose, à l'échelle mondiale, une **autogestion démocratique** et une **planification écologique** en rupture avec les logiques d'exploitation.

Pour stopper la course au **cataclysme climatique** et engager une transformation profonde de nos sociétés, nous proposons les mesures suivantes :

Réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux énergies fossiles

- La **réduction drastique de la combustion des énergies fossiles**, sur lesquelles repose la croissance capitaliste, est incontournable.
- Le basculement vers les **énergies renouvelables** doit impérativement s'accompagner d'une **décroissance globale de la consommation énergétique**, de **l'abandon du nucléaire**, et d'une **transformation radicale de l'appareil de production**.

Une décroissance sélective et démocratiquement définie

- La **décroissance de la production matérielle et des transports** est une nécessité, mais elle doit être **sélective et différenciée**. Certaines activités et infrastructures doivent :
 - **Décroître drastiquement voire disparaître** : publicité, nucléaire, armement...
 - **Être stoppées immédiatement** : mégabassines, autoroutes, aéroports...
- En revanche, d'autres activités essentielles doivent **croître et s'améliorer**, en réponse aux besoins démocratiquement redéfinis : **santé, alimentation saine, éducation, logement**.
- Cela implique :
 - Des **services publics renforcés, transformés et étendus**, avec des dispositifs tels que la **Sécurité sociale de l'alimentation**.
 - La **gratuité des biens et services essentiels** : transports du quotidien, eau, énergie.
 - Une **agriculture écologique, paysanne et locale**, soutenue par une réforme radicale de la propriété foncière.

Une révolution agroécologique

- **Stopper la monoculture intensive, l'élevage industriel et les déforestations massives** liées à l'industrie.
- **Démanteler les grandes exploitations agro-industrielles**, exproprier les grands propriétaires fonciers et redistribuer les terres aux paysan·nes.
- Mettre en œuvre un **plan massif de reconversion et d'investissement** en faveur d'une **agroécologie paysanne**, privilégiant une agriculture diversifiée, locale et respectueuse des écosystèmes (forêts, zones humides, habitats naturels).

Honorer la dette écologique envers les pays du Sud

- Reconnaître et indemniser la **dette écologique et climatique** envers les pays du Sud :
 - **Dons massifs** au Fonds Vert, à hauteur des demandes formulées par les pays du Sud.
 - **Réparation des pertes et préjudices** causés par les pays du Nord.
 - **Arrêt immédiat de l'extractivisme**, des mécanismes de compensation carbone et des projets destructeurs imposés dans les Suds.

Désarmer les criminels climatiques et instaurer la justice sociale et fiscale

- **Exproprier les criminels climatiques** – industries fossiles, banques, multinationales – responsables de la destruction de la planète par leurs choix économiques et leur mode de vie.
- Réformer profondément la **justice sociale et fiscale**, car **justice sociale et justice climatique sont indissociables**.

Reconnaître et protéger les droits des animaux

- Garantir la **protection systématique des droits des animaux**, en veillant à leur respect et à la fin des pratiques industrielles qui les exploitent.

Instaurer une planification écologique démocratique

- Mettre en place une **planification écologique démocratique**, portée par des **structures d'autogestion** à tous les niveaux : local, national et international.
- Ces structures permettront de coordonner les transformations nécessaires pour atteindre des modes de vie et de production compatibles avec la préservation des écosystèmes.

Briser le chantage à l'emploi et renforcer les droits des travailleur·ses

- Donner aux travailleur·ses les moyens de **refuser le chantage à l'emploi** qui impose de produire à tout prix, même lorsque les productions sont écocides ou inutiles.
- Construire des alliances solides entre **syndicats, mouvements écologistes et habitant·es**, pour articuler :
 - **De nouveaux droits pour les salarié·es**, notamment :
 - Le **contrôle démocratique sur leurs conditions et contenus de travail**.
 - La **protection contre les licenciements** et la **garantie des collectifs de travail**.
 - Une **reconversion industrielle** vers des productions écologiques et socialement utiles.

Pour une révolution écologique et sociale

Cette transformation écologique et sociale radicale repose sur un principe fondamental : **la justice écologique ne peut exister sans justice sociale et démocratique**. Il s'agit de mettre fin à un système productiviste, écocide et inégalitaire pour construire une **société émancipée, autogestionnaire et respectueuse du vivant**.



Des classes en lutte : résister, reprendre le pouvoir et transformer la société

Les attaques capitalistes contre les droits sociaux, les conditions de vie des plus précaires et les acquis des travailleur·ses n'ont jamais été aussi féroces. Ces dernières années en France, des mesures telles que la **Loi Travail**, les **ordonnances Macron**, la **suppression de l'ISE**, les **réformes des retraites et de Pôle Emploi**, ou encore la **privatisation et le sous-financement des services publics**, ont accéléré l'appauvrissement des classes populaires. Pendant ce temps, les inégalités se creusent : les plus riches continuent de concentrer des fortunes astronomiques, tandis que les jeunes, les précaires et les marginalisé·es font face à une augmentation constante de la pauvreté, de l'insécurité sociale, et des inégalités d'accès au travail, au logement et aux soins.

Cette offensive **néolibérale et autoritaire** vise à imposer les logiques du profit, du productivisme et de la précarité, au mépris de nos droits, de nos rêves et de nos vies. Les grands groupes capitalistes, appuyés par les États et des organisations supranationales, disposent d'un arsenal financier, politique, médiatique et répressif sans précédent pour imposer ce qu'ils appellent la « liberté d'entreprise », mais qui n'est rien d'autre que **la dictature du marché contre les intérêts de la majorité**.

Au niveau mondial, cette domination se manifeste par la **marchandisation de tous les secteurs de la vie** : la destruction de l'agriculture paysanne, l'assujettissement des communautés indigènes et populaires (particulièrement des femmes), l'exploitation des ressources naturelles, et la mainmise de la finance sur la production des biens, des services et des communs, tels que l'eau. Cette dynamique est renforcée par une militarisation croissante, une surveillance numérique sécuritaire et une course à l'armement, qui ne cessent d'aggraver les injustices et de nous déposséder de nos conditions d'existence.

La dégradation des conditions de travail : un outil de domination capitaliste

Le management dans les secteurs privé comme public a méthodiquement réduit les espaces d'autonomie conquis par les travailleur·ses au cours des luttes précédentes. Il a dégradé les **conditions de travail**, détruit les collectifs, et mis à mal la **santé physique et mentale des salarié·es**, tout en réduisant la qualité des services et des biens produits.

Cependant, des mobilisations massives comme le **mouvement contre la réforme des retraites en 2023** ont montré que les questions de **répartition des richesses** sont indissociables de celles du **sens du travail**, de la **santé au travail**, et de la réappropriation démocratique de ce que nous produisons et pour quels besoins. Ces luttes ont également révélé l'interconnexion des enjeux sociaux et écologiques, notamment en matière de **transports, logement, santé** et accès aux **services publics**.

Le « **refus du travail** », particulièrement visible dans une partie de la jeunesse, reflète le caractère insupportable des conditions d'emploi et de travail imposées par le capitalisme. Mais pour dépasser ce rejet, il faut proposer une alternative radicale : une **démocratisation du travail**, à la fois dans ses objectifs (**que produisons-nous et pourquoi ?**) et dans ses formes (**moyens, statuts et conditions de travail**). Cela passe nécessairement par la **socialisation des principaux moyens de production** et par une réorganisation collective et démocratique des activités économiques.

Capitalisme, patriarcat, racisme et validisme : des systèmes d'oppression imbriqués

Les politiques capitalistes frappent d'abord les **femmes**, les habitant·es des **quartiers populaires**, les **personnes racisé·es**, les **migrant·es**, et les **personnes en situation de handicap**. Ces groupes sont les premières cibles et victimes des attaques néolibérales. Les inégalités de classe sont intimement liées aux systèmes de domination patriarcal, raciste et validiste. Le **capitalisme vit grâce à ces oppressions et les utilise comme outils pour diviser, précariser et contrôler**, afin de maintenir son système inégalitaire.

C'est pourquoi les luttes contre le capitalisme doivent impérativement intégrer les dimensions de **genre, de race et de validité**, pour construire des mouvements réellement inclusifs et capables d'articuler ces différentes oppressions. La **diversité des formes d'exploitation et d'oppression** est une richesse, mais elle exige une stratégie qui conjugue nos forces pour abolir les structures de domination.

Reprendre l'offensive : exproprier les capitalistes et construire un pouvoir démocratique

Face à cette offensive systémique, nous ne pouvons pas nous contenter de défendre les **conquêtes sociales des siècles passés**. Il est urgent de reprendre l'offensive. Il ne suffit pas d'espérer des réformes ou de confier notre avenir à ceux qui se contentent de gérer l'adaptation aux désastres. Nous devons **prendre nos destins en main** :

- **Exproprier les capitalistes** qui accaparent les richesses et détruisent nos conditions de vie.
- **Abolir la propriété privée des principaux moyens de production** et les replacer sous contrôle collectif.
- **Démanteler les infrastructures et institutions du capitalisme**, responsables de la destruction écologique et sociale.

Mais nous ne voulons pas seulement détruire ces structures : nous voulons **construire un nouveau système**, démocratique et autogestionnaire, qui repose sur :

- Une **réappropriation collective des rapports sociaux et des conditions de vie**.
- Une transformation radicale des institutions politiques et économiques pour qu'elles soient **créées et contrôlées par les travailleur·ses et les communautés**.

Pour une transformation révolutionnaire et globale

Ce processus de transformation exige la participation de **centaines de milliers de personnes**, partageant des objectifs communs. Il nécessite une **organisation massive et démocratique**, capable de coordonner les luttes, de bâtir des alternatives, et de poser la question du pouvoir.

C'est une **question vitale**. Les inégalités, l'exploitation et la destruction de nos conditions de vie ne peuvent être arrêtées sans un **changement radical de société**. La lutte contre le capitalisme, sous toutes ses formes, est une urgence absolue. Ensemble, nous devons créer les bases d'un monde émancipé, basé sur la solidarité, l'égalité et le respect du vivant.



[Propositions] Contre le capitalisme : pour une démocratie radicale, la justice et l'égalité au travail et dans tous les aspects de la vie

Un anticapitalisme radicalement démocratique

Nous prôtons un anticapitalisme fondé sur une **réappropriation collective, autogestionnaire et démocratique** des moyens de production et des ressources. Pour cela, nous proposons :

- **Expropriation et socialisation des grands groupes capitalistes écocides et liés à l'extrême droite**, en impliquant les travailleur·ses, usager·es et habitant·es. En priorité, des entreprises comme **Bolloré** et **Total** doivent être désarmées et remplacées sous contrôle collectif.
- Une **socialisation démocratique** des entreprises et des services publics, en remplaçant la propriété privée des moyens de production par des **propriétés collectives**. Cela inclut :
 - **Pouvoir de décision démocratique** des travailleur·ses sur les conditions de travail (grilles salariales, prévention des accidents et maladies).
 - Contrôle sur la **qualité des productions et services** (normes, utilité).
 - **Gestion collective des moyens de production** (outils, logiciels, décarbonation et dépollution des activités).
 - **Socialisation du travail reproductif**
- **Entreprises à taille humaine** et nouvelles institutions démocratiques pour **planifier collectivement l'économie**, en associant travailleur·ses, usager·es et habitant·es. Ces structures devront décider des priorités en termes de **besoins fondamentaux**, des finalités du travail et de la répartition des ressources dans les territoires et les secteurs économiques.
- Une **réduction massive du temps de travail**, essentielle pour répondre aux urgences sociales et écologiques. Cette mesure libérera du temps pour :
 - Partager équitablement le travail, notamment reproductif.
 - Développer les pratiques autogestionnaires.
 - Démocratiser toutes les dimensions de la vie sociale. **Un anticapitalisme pour l'égalité : contre les inégalités et les discriminations**

Pour réduire les inégalités et instaurer une justice sociale :

- **Plafonner drastiquement les hauts revenus** par la loi et socialiser une part des bénéfices des entreprises pour garantir une redistribution équitable entre toutes et tous.
- **Revaloriser les métiers essentiels** (soin, éducation, production des biens et services fondamentaux) avec :
 - Une hausse des salaires.

- Des conventions de branche garantissant des conditions de travail dignes et une meilleure qualité de vie au travail.
- La prise en compte de la **pénibilité des métiers**, y compris celle liée à l'implication émotionnelle dans les activités de soin, de manière non sexiste. Cela inclut :
 - Réduction des heures pour les métiers pénibles (temps partiel payé à temps plein).
 - Droits acquis à des départs anticipés à la retraite.
- **Augmenter massivement le salaire minimum et les minimas sociaux** pour garantir des conditions de vie dignes.
 - **Mettre fin aux discriminations sexistes, racistes et validistes** à l'embauche, dans l'organisation du travail et dans les écarts de rémunération.
 - Faire en sorte que toute inégalité salariale restante soit liée à **l'utilité sociale des métiers**, définie démocratiquement.
- **Un système de retraites égalitaire et démocratique**, garantissant une pension équivalente au meilleur salaire pour toutes et tous. Ce système devra prendre en compte :
 - La pénibilité des métiers.
 - Les besoins individuels et les capacités physiques des travailleuses et travailleurs.
 - La possibilité de départs anticipés en fonction des projets collectifs et des aspirations personnelles.
- Créer de nouveaux droits :
 - **Sécurité professionnelle** avec une prise en charge à 100 % des périodes sans emploi.
 - **Reconversions écologiques** pour éliminer la précarité et accompagner la transition écologique.

Un anticapitalisme pour le bien-vivre et la gratuité

Nous voulons un système fondé sur la justice sociale et la **gratuité des services essentiels** :

- **Un système de services publics gratuit, universel, de qualité et accessible** sur tout le territoire :
 - Déprivatiser des secteurs comme la santé et l'éducation (abolir les écoles privées).
 - Étendre la gratuité aux besoins fondamentaux, y compris les transports, l'énergie, l'eau, et l'alimentation saine.
- **Gratuité des transports publics** et leur contrôle démocratique par les habitant·es. Nous proposons de :
 - Réduire l'usage des avions au strict minimum (professionnel et médical).
 - Encourager les mobilités douces (vélo, marche).
 - Investir massivement dans le rail et les transports collectifs gratuits, accessibles et disponibles sur tout le territoire.
- **Démocratiser l'aménagement des lieux de vie et des espaces naturels** :
 - Créer des conseils démocratiques à différentes échelles (quartier, ville, région) pour permettre aux habitant·es de décider collectivement des politiques d'aménagement.
 - Assurer l'accès à l'information et aux connaissances nécessaires pour garantir une appropriation collective des espaces de vie et une prise en compte des enjeux écologiques.
 - Construire un service public centré sur les besoins humains, naturels et sociaux, en refusant de les réduire à de simples éléments administratifs ou gestionnaires..

Pour une économie collective et démocratique

Nous pensons que le capitalisme doit être remplacé par une économie fondée sur :

- **La planification écologique et démocratique**, intégrant travailleur·ses, habitant·es et usager·es à tous les niveaux.
- **Des pratiques autogestionnaires** pour donner à chacun·e les moyens de participer activement à l'organisation de la société et de répondre aux besoins fondamentaux.
- Une **transformation profonde des institutions économiques** pour mettre fin à l'exploitation et garantir l'égalité et la justice sociale.

Ce projet repose sur une vision radicalement **émancipatrice** et **démocratique**, visant à renverser les structures capitalistes pour construire une société équitable, écologique et solidaire. Nous voulons une révolution dans nos manières de produire, consommer et vivre ensemble, en rétablissant les bases d'une organisation collective, humaine et durable.



Face aux processus de fascisation : égalités, justice et démocratie !

L'heure est à nouveau aux alliances entre forces capitalistes et fascistes. Face aux révoltes qui se multiplient, à l'effondrement d'un modèle de mondialisation capitaliste et à l'épuisement des ressources naturelles par le productivisme, les dominants ne cherchent plus à préserver l'illusion de compromis.

L'heure est désormais au passage en force, où tous les moyens sont utilisés pour maintenir un ordre social inégalitaire et violent, quitte à reprendre des thèses et des méthodes longtemps associées à l'extrême droite.

Aux côtés des capitalistes traditionnels, dont les profits reposaient principalement sur la production de biens matériels, émergent désormais les « **capitalistes du désastre** » (Naomi Klein), qui prospèrent dans les crises et s'allient ouvertement aux néofascistes. Aux États-Unis avec Donald Trump, au Brésil avec Jair Bolsonaro, ou encore en Argentine avec Javier Milei, ces alliances entre le grand capital et l'extrême droite démontrent une stratégie mondiale : instrumentaliser les catastrophes économiques, sociales et écologiques pour asseoir leur pouvoir autoritaire.

En France, les élections législatives anticipées de juin 2024 ont marqué un tournant. Alors qu'une majorité d'électeurs et d'électrices avaient fait barrage au Rassemblement National et porté le **Nouveau Front Populaire** en tête au second tour, Emmanuel Macron a choisi de s'allier avec la droite la plus réactionnaire et de former un gouvernement avec le soutien tacite du RN. Ce **bloc Macron/RN** illustre l'évolution des alliances des classes dominantes, prêtes à pactiser avec l'extrême droite pour garantir leurs privilèges face aux crises sociales et environnementales.

Une stratégie d'alliance au service de la domination capitaliste et néofasciste

Ce basculement s'inscrit dans un cadre historique profondément ancré dans l'**histoire coloniale de l'État français**, qui a généré un racisme structurel et institutionnalisé. Cette histoire est aussi marquée par les renoncements et les échecs de la gauche institutionnelle. En acceptant la logique de compétition économique et en abandonnant les ouvrier·ères, les salarié·es subalternes et les territoires délaissés, des partis comme le PS ont contribué à la fragmentation géographique et sociale, facilitant l'ascension de l'extrême droite.

Face aux catastrophes écologiques et aux nouvelles guerres, nos gouvernements nous habituent progressivement à des **solutions autoritaires et violentes** : fermeture des frontières, répression des migrant·es, militarisation des politiques intérieures. Cette normalisation des politiques de rejet et de contrôle s'accompagne d'une tentative d'instiller la peur pour justifier l'autoritarisme et diviser les classes populaires.

Colère, résignation et repolitisation classes populaires

Cette stratégie, combinée aux erreurs stratégiques et aux renoncements de la gauche, alimente à la fois la colère et la résignation. Les abstentions massives lors des élections traduisent ce désenchantement politique : plus de la moitié des moins de 35 ans et des ouvrier·ères ne votent plus, se sentant trahi·es ou abandonné·es par les forces politiques traditionnelles. Cette abstention laisse la voie libre à une surreprésentation des classes favorisées et conservatrices (les plus âgées et les plus fortuné·es), qui imposent leur domination électorale.

Face à ce constat, il est urgent de reconstruire une **dynamique politique démocratique et émancipatrice**, capable d'impliquer les classes populaires dans la bataille politique globale, de refuser la fatalité des compromis avec l'extrême droite et de proposer une véritable alternative. Cette lutte passe par des mobilisations sociales massives, des batailles idéologiques pour déconstruire les discours de haine et de division, et par une réinvention des pratiques démocratiques à tous les niveaux.

Le « wokisme » : un épouvantail réactionnaire

Des décennies de luttes féministes, antiracistes, LGBTQI+, et pour les droits des personnes en situation de handicap ont permis de faire reculer les idées conservatrices et discriminatoires dans la société. Aujourd'hui, **il est parfois plus difficile, même pour un·e leader de droite, de tenir ouvertement des propos sexistes, racistes, homophobes ou validistes, comme pouvaient le faire sans retenue les figures historiques du RPR ou du FN. Mais ces discours ne disparaissent pas : ils se camouflent.**

Désormais, l'ennemi désigné s'appelle le « wokisme ». Ce terme, vidé de son sens originel et transformé en épouvantail, sert de mot fourre-tout aux conservateurs et réactionnaires pour **attaquer toutes celles et ceux qui luttent pour l'égalité et la justice**. Derrière ce néologisme diabolisé se cachent les cibles réelles : les militant·es antiracistes (et parfois même les personnes racisées elles-mêmes), les féministes, les défenseur·es des droits LGBTQI+, et parfois aussi les écologistes. **En somme, tout ce qui incarne une société plus inclusive et plus juste.**

Ne nous y trompons pas : **derrière ce nouvel habillage se dissimulent les mêmes idées réactionnaires et conservatrices** que celles que ces groupes ont toujours défendues. Le « wokisme » est un leurre, une tentative de masquer leur incapacité à proposer des alternatives au progrès social.

Alors oui, soyons fièrement « woke » – attentif·ves aux injustices, vigilant·es face aux discriminations, et déterminé·es à continuer les luttes pour une société plus égalitaire et solidaire.

Un empire médiatique au service de l'extrême droite

– **Vincent Bolloré, milliardaire et néofasciste français, a mis sa fortune et ses entreprises (réunis notamment dans le groupe Bolloré) au service du projet politique d'un gouvernement du RN**, via son empire médiatique qui s'étend notamment au Groupe Canal+ (C8, Canal+, CNews, CStar), au groupe éditorial Editis, aux radios Europe 1 et RFM, ou encore à Télé-Loisirs, Geo, Gala, Voici, Femme actuelle, Capital, Paris Match et Le Journal du dimanche.

– **Edouard Stérin, milliardaire, catholique traditionaliste et néofasciste français, met également sa fortune au service de l’offensive idéologique de l’extrême droite**, en créant notamment le média d’extrême-droite Factuel, en finançant l’Institut Libre de journalisme qui forme des journalistes de droite et d’extrême-droite, ou encore le site Maman Vogue qui milite contre l’IVG.

– **Dans l’appel « Pour un front commun des médias contre l’extrême droite », 90 médias alternatifs dont Acrimed écrivaient en juin 2024 :** *« Dans sa stratégie de conquête du pouvoir, elle [l’extrême droite] a fait des médias un terrain privilégié, avec la prise de contrôle de titres, de chaînes de télévision, de radios par des milliardaires au service de son projet. Par ce maillage, elle impose dans le débat public ses fausses nouvelles et ses obsessions contraires aux droits fondamentaux. Le Rassemblement national annonce déjà la couleur pour l’audiovisuel public, voué, s’il l’emportait, à la privatisation. »*

Menaces contre l’État de droit : une dérive autoritaire systémique

L’État de droit : un obstacle aux ambitions autoritaires

Dès sa nomination dans le gouvernement Barnier, le nouveau ministre de l’Intérieur, Bruno Retailleau, annonçait : « L’État de droit, ça n’est pas intangible ni sacré ». Derrière cette déclaration se cache une vision inquiétante : la justice, la Constitution et la séparation des pouvoirs – garants des libertés fondamentales – sont perçus comme des entraves aux projets autoritaires et liberticides. Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont multiplié les lois restrictives et les attaques contre les droits fondamentaux, souvent sous prétexte de lutter contre le terrorisme ou de garantir l’ordre public. Des lois telles que la « Sécurité globale » (2021) ou la SILT (2017) ont inscrit dans le droit commun des mesures d’exception qui fragilisent les libertés individuelles et collectives, tout en renforçant la surveillance de masse et la répression des mobilisations sociales.

Les menaces, censures et dissolutions les plus récentes : un aperçu des dérives autoritaires et des résistances institutionnelles

Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs n’ont cessé d’étendre leur arsenal répressif tout en flirtant avec les limites de la légalité. Ces attaques répétées contre les libertés fondamentales ont souvent été accompagnées de censures ou de contestations institutionnelles. Voici quelques jalons récents illustrant ces tensions croissantes entre le pouvoir exécutif et les garde-fous démocratiques :

- **10 juin 2020** : Le Conseil d’État déclare illégale la technique de la “nasse” policière en manifestation, dénonçant son incompatibilité avec le droit de manifester.
- **12 juin 2020** : Le Conseil d’État censure la disposition gouvernementale visant à interdire toutes les manifestations sous prétexte sanitaire, soulignant le caractère disproportionné de cette interdiction généralisée.
- **20 décembre 2020** : L’État dissout le Collectif contre l’Islamophobie en France (CCIF), principale organisation antiraciste en France, sous prétexte d’acointances supposées avec des courants « séparatistes ». Le 24 septembre 2021, le Conseil d’État valide cette décision controversée, marquant une étape majeure dans l’offensive islamophobe d’État.
- **20 mai 2021** : Le Conseil Constitutionnel annule l’interdiction de filmer les violences policières, introduite dans la loi “Sécurité globale”, et rappelle l’importance de protéger la liberté d’informer face à une dérive sécuritaire manifeste.
- **24 août 2021** : L’Assemblée nationale et le Sénat adoptent la loi “séparatisme”, officiellement intitulée “Loi confortant le respect des principes de la République”. Cette législation vise

directement les musulman·es de France, en élargissant notamment les possibilités de dissolution d'associations et en restreignant l'instruction à domicile, dans la continuité de politiques discriminatoires telles que la loi de 2004 sur les signes religieux.

- **17 octobre 2023** : Le Conseil d'État bloque la tentative de Gérald Darmanin d'interdire toutes les manifestations de soutien au peuple palestinien, soulignant l'incompatibilité d'une telle interdiction avec les libertés fondamentales.
- **9 novembre 2023** : La dissolution des Soulèvements de la Terre, décrétée par le gouvernement dans le cadre de sa répression des luttes écologistes, est annulée par le Conseil d'État. Cette décision marque un camouflet pour l'exécutif et une victoire pour les défenseurs des libertés associatives.
- **25 janvier 2024** : Le Conseil Constitutionnel censure près d'un tiers de la "loi immigration", rappelant une nouvelle fois les limites à l'arbitraire législatif dans un contexte de durcissement des politiques migratoires.

La construction d'un « ennemi intérieur » : islamophobie et racisme d'État

En France, l'islamophobie structurelle découle directement de l'héritage colonial et d'une histoire de privilèges accordés aux populations blanches. Des lois comme celle sur les signes religieux à l'école (2004) ou la loi « séparatisme » (2021) ciblent spécifiquement les musulman·es, en les présentant comme une menace pour la sécurité nationale. Ces politiques discriminatoires se traduisent par des dissolutions arbitraires d'associations (comme le CCIF), des perquisitions abusives, des expulsions décidées sans recours judiciaire et des interdictions ciblant les pratiques culturelles et religieuses (comme le port de l'abaya). Simultanément, les discours gouvernementaux associent régulièrement immigration, islamisme et insécurité, consolidant la figure d'un « ennemi intérieur ».

En parallèle, l'immigration est systématiquement construite comme une menace extérieure. Depuis 2014, plus de 20 000 migrant·es ont péri en Méditerranée, victimes des politiques de fermeture des frontières de la Forteresse Europe. En France, les discours et lois criminalisant les personnes migrantes se multiplient, instaurant un parcours d'obstacles inhumain pour l'obtention d'un statut légal.

Une police violente et impunie

Les violences policières en France ne sont pas nouvelles ; elles s'inscrivent dans une longue histoire répressive liée aux colonies, aux quartiers populaires et aux banlieues. Ces violences sont exacerbées par une police fortement politisée à droite et à l'extrême droite, bénéficiant d'une impunité institutionnalisée. La loi « Sécurité publique » de 2017, surnommée « permis de tuer », en est une illustration : elle autorise les forces de l'ordre à ouvrir le feu en cas de refus d'obtempérer, comme ce fut le cas pour l'assassinat de Nahel en 2023.

Malgré les multiples alertes du Défenseur des droits, de la CEDH ou de l'ONU, les réformes n'ont fait qu'accentuer la violence et l'impunité policières. Contrôles au faciès, harcèlement des habitant·es des quartiers populaires, obstruction à la justice et intimidations politiques s'inscrivent dans un processus plus large de fascisation et d'érosion des garanties démocratiques.

Un combat urgent pour la justice et la démocratie

Face à ces dérives, il est impératif de construire une résistance large et déterminée :

- **Défendre les libertés fondamentales** contre les lois liberticides.

- **Combattre l'islamophobie structurelle et le racisme d'État**, en dénonçant les politiques discriminatoires et les discours stigmatisants.
- **Soutenir les droits des migrant·es** et exiger l'ouverture des frontières, tout en dénonçant la complicité des États dans les tragédies migratoires.
- **Réformer profondément la police**, en exigeant un contrôle démocratique et indépendant, et en combattant l'impunité des violences policières.

Ces luttes ne sont pas dissociables : elles sont les pierres angulaires d'un projet de société véritablement démocratique, égalitaire et antiraciste. Si nous laissons ces attaques contre l'État de droit se banaliser, nous risquons de voir s'effondrer les fondements mêmes de la démocratie et de la justice sociale.



[Propositions] Contre une république raciste et discriminatoire, pour toutes les égalités

Notre projet s'inscrit dans une rupture radicale avec le racisme structurel et les politiques discriminatoires. Nous défendons un antiracisme intransigeant sur l'égalité des droits et un antifascisme qui s'attaque aux racines du système oppressif.

Pour un antiracisme intransigeant sur l'égalité des droits

- **Régularisation et égalité** : Nous exigeons la régularisation de toutes les personnes sans-papiers et l'accueil inconditionnel des migrant·es. L'accès à l'emploi, au logement, à la santé et à l'éducation doit être garanti à tou·tes, sans discrimination. Nous revendiquons également le droit de vote pour toutes les personnes résidant en France, quelle que soit leur nationalité, à toutes les élections.
- **Liberté de circulation et d'installation** : Nous défendons le droit fondamental de circuler librement et de s'installer là où chacun·e le souhaite, dans des conditions dignes et respectueuses des droits humains.
- **Abolition des politiques racistes** : Nous luttons pour l'abrogation immédiate de toutes les lois racistes, à commencer par celles qui restreignent les libertés des musulman·es (telles que la loi de 2004 interdisant les signes religieux à l'école ou la loi « séparatisme »), ainsi que les lois et réglementations européennes comme le règlement Dublin 2. Nous exigeons la dissolution de Frontex, cette agence criminelle de la Forteresse Europe, et la fin des expulsions.

Pour un antifascisme structurel et politique

- **Démanteler l'empire médiatique de l'extrême droite** : Nous demandons l'expropriation des empires médiatiques au service de l'extrême droite et la mise en place d'une législation anti-monopole pour encourager le développement d'une presse indépendante, pluraliste et non lucrative. Une information libre et démocratique est un pilier indispensable pour combattre les idéologies racistes et autoritaires.
- **Réformer radicalement la police** : Nous voulons l'interdiction de toutes les techniques policières violentes, discriminatoires et humiliantes, telles que les contrôles au faciès, les « nasses » ou les tirs de LBD. La police, telle qu'elle existe aujourd'hui, doit être remplacée par un service de sécurité publique désarmé autant que possible, ancré dans les territoires, démocratiquement constitué, formé à la désescalade et placé sous un contrôle citoyen strict.
- **Abroger les lois sécuritaires et discriminatoires** : Nous revendiquons l'abrogation de toutes les lois racistes, discriminatoires et liberticides, des plus anciennes aux plus récentes : la loi sur le port du voile de 2004, les lois « séparatisme » et « immigration », ainsi que les lois sécuritaires telles que la loi « Sécurité globale » et la loi sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme.

(SILT). Ces dispositifs oppressifs doivent être remplacés par des mesures garantissant les droits fondamentaux et les libertés publiques.

Pour un antifascisme internationaliste et solidaire

Notre antiracisme et notre antifascisme ne s'arrêtent pas aux frontières. Nous les relions à notre internationalisme et au soutien de toutes les luttes contre l'impérialisme, le colonialisme et pour l'autodétermination des peuples (voir point 4). **Lutter contre le racisme ici, c'est aussi s'opposer aux guerres, aux occupations coloniales et aux politiques impérialistes menées au nom des intérêts des classes dominantes occidentales.**

Nous pensons qu'un monde de justice, d'égalité et de dignité est possible, à condition de combattre les structures d'oppression à leur racine, dans nos sociétés comme à l'échelle internationale.



Pour un féminisme radical et intersectionnel

Le patriarcat et le capitalisme se nourrissent mutuellement. Le capitalisme repose sur l'oppression patriarcale des femmes et des minorités de genre pour assurer la reproduction de la force de travail à moindre coût, tout en maximisant ses profits. Cette reproduction sociale, souvent invisibilisée, est aujourd'hui profondément en crise. La destruction néolibérale des services publics de santé, d'éducation, de soin, de prise en charge des personnes dépendantes et de la petite enfance transfère cette charge sur les femmes, dans un cadre familial non rémunéré, ou sur des travailleuses toujours plus précaires, souvent racisées, exerçant dans des conditions de travail indignes.

Depuis plusieurs années, une vague féministe puissante et internationale a émergé pour dénoncer ces injustices structurelles. Du mouvement « Ni Una Menos » en Argentine, Uruguay, Chili, Pérou et dans l'État espagnol dès 2015, au mouvement #MeToo qui explose à l'échelle mondiale à partir de 2017, ces luttes s'élèvent contre les féminicides, les violences sexistes et sexuelles, le viol et la culture du viol. Les violences patriarcales touchent encore plus durement les femmes racisées, migrantes, musulmanes ou supposées telles, prises dans l'entrelacement du racisme, du sexisme et de la précarité.

Notre féminisme doit être radicalement inclusif et tourner définitivement la page des formes de féminisme liées au racisme, notamment islamophobe, au mépris de classe et à l'exclusion des femmes racisées, migrantes ou issues des quartiers populaires. Il doit reconnaître pleinement les luttes spécifiques portées par ces femmes et leur accorder une place centrale. Cela inclut la lutte pour le droit à s'habiller comme on le souhaite, pour l'autodéfense contre les violences sexuelles et sexistes, pour sortir de la précarité, pour accéder à un logement digne et à des services publics de qualité.

Malgré une contre-offensive réactionnaire qui cherche à invisibiliser les violences patriarcales et à rétablir le silence, les voix des femmes se libèrent et brisent les tabous. La tolérance systémique à la violence sexiste commence à s'effriter, sous l'impact des mobilisations féministes de la « quatrième vague ».

Pour développer un féminisme de classe, antiraciste, écologiste et inclusif, l'autoformation est un enjeu crucial. Elle doit porter sur l'histoire des luttes féministes et LGBTQI+, les apports des féminismes matérialistes, afroféministes, écoféministes et des théories contemporaines de la reproduction sociale. Ces savoirs sont des outils essentiels pour comprendre et transformer les oppressions systémiques que nous combattons.

Mais quelle organisation politique est aujourd'hui capable de construire avec les jeunes militantes féministes et de leur donner toute leur place ? **Ces militantes de la quatrième vague, par leurs pratiques innovantes – grèves féministes, collages, campagnes sur les réseaux sociaux – renouvellent les stratégies et les formes de lutte contre le patriarcat.** Une organisation politique à la hauteur des enjeux doit intégrer ces pratiques, s'en inspirer et leur permettre de s'épanouir dans un cadre démocratique et inclusif.

La révolution féministe mondiale, l'abolition du patriarcat – qui, bien qu'antérieur au capitalisme, ne disparaîtra pas automatiquement avec lui – est pour nous un objectif fondamental. Elle doit être une préoccupation constante de toutes nos luttes sociales et politiques. Sans la fin du patriarcat, il n'y aura pas de justice ni d'émancipation réelle.



[Propositions] Contre le patriarcat : un féminisme inclusif et de combat

Revaloriser et socialiser la reproduction sociale

- **Valorisation des activités essentielles** : Notre féminisme combat pour la reconnaissance économique, sociale et politique des activités de reproduction sociale. Il vise à revaloriser les métiers à prédominance féminine (infirmières, aides à domicile, caissières, enseignantes), ainsi que le travail de soin, souvent invisible et gratuit, réalisé dans le cadre domestique. L'égalité professionnelle et la lutte contre la division sexuelle du travail doivent devenir des priorités constantes.
- **Socialisation des activités de soin** : Nous exigeons la création et le renforcement de services publics nombreux et de qualité pour assurer ces tâches essentielles, avec des salarié·es correctement rémunéré·es, bénéficiant de conditions de travail dignes et de qualifications reconnues. Ces services publics doivent être construits démocratiquement, avec, par et pour les salarié·es et les usager·es.

« Notre corps, notre choix » : défendre le droit à l'autodétermination

- **Accès aux droits fondamentaux** : L'autonomie sur nos corps n'est pas négociable. Nous exigeons le plein accès et la gratuité des droits fondamentaux tels que l'IVG, la contraception, la PMA, ainsi qu'une prise en charge complète de la santé sexuelle.
- **Liberté de transition et autodétermination** : Nous défendons le droit au changement d'état civil libre et déjudiciarisé, ainsi que l'accès garanti et remboursé aux transitions médicales, incluant les traitements hormonaux et chirurgicaux.
- **Lutter contre les contrôles patriarcaux** : Nous revendiquons l'abrogation de toutes les lois, règlements et procédures qui visent à contrôler le corps des femmes et des personnes LGBTQIA+, et qui imposent des normes patriarcales et oppressives.

Lutter contre toutes les violences patriarcales

- **S'attaquer à la domination patriarcale** : Notre féminisme combat toutes les formes de violences sexistes et sexuelles (VSS), qu'elles touchent les femmes, les enfants ou les personnes LGBTQIA+. Ces violences sont un outil de domination systémique qu'il faut éradiquer.
- **Éducation et prévention** : Nous demandons des mesures de prévention renforcées, notamment par un développement massif de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans tous les espaces éducatifs.

- **Justice pour les victimes** : Nous défendons une justice réparatrice et transformatrice pour les survivant·es de VSS, une approche qui vise à réparer les préjudices tout en transformant les structures sociales qui permettent ces violences.
- **Féminisme antiraciste** : Notre féminisme est intrinsèquement antiraciste. Il exige l'abrogation immédiate des lois racistes, notamment islamophobes, qui ciblent particulièrement les femmes racisées et musulmanes, et qui perpétuent une domination coloniale et sexiste.
- Qu'iels soient considéré·es comme **personnes en situation de prostitution ou travailleur·ses du sexe, nous combattons les violences qui les blessent et tuent** – à commencer par celles de la traite d'êtres humains, du système prostitueur et des clients – et nous dénonçons les politiques répressives qui les fragilisent.

Refuser les instrumentalisations réactionnaires

- **Contre l'extrême droite et ses récupérations** : Nous combattons l'instrumentalisation du féminisme et des droits des LGBTQIA+ par l'extrême droite, qui s'en sert pour justifier des politiques racistes et sécuritaires. Ces détournements, loin de défendre réellement les droits des femmes ou des minorités, les utilisent pour alimenter des idéologies xénophobes et patriarcales.
- **Dénoncer les politiques sécuritaires** : Nous refusons l'instrumentalisation de la lutte contre les violences patriarcales pour justifier des lois sécuritaires et discriminatoires, qui renforcent les oppressions systémiques plutôt qu'elles ne les combattent.

IMPÉRIALISMES : DANS UN MONDE INSTABLE, UNE EXIGENCE DÉMOCRATIQUE ET ÉMANCIPATRICE



Impérialismes : dans un monde instable, une exigence démocratique et émancipatrice

La victoire électorale de Donald Trump, président néofasciste à la tête des États-Unis – première puissance économique et militaire mondiale – constitue un signal inquiétant parmi d'autres. Cette dynamique pourrait renforcer les régimes autoritaires et ouvrir la voie à l'extrême droite européenne, notamment en France. Cependant, l'histoire enseigne que rien n'est joué d'avance : qui pouvait anticiper les révolutions du Printemps arabe en 2010 ou l'effondrement brutal du régime syrien par exemple ? Bien que le cycle de soulèvements populaires initié en 2010 ait été ralenti par la pandémie de Covid-19, il pourrait resurgir à tout moment, catalysé par les contre-réformes néolibérales, sexistes et productivistes, dans un contexte où la conscience écologique et féministe progresse, en particulier chez les jeunes générations.

Un monde multipolaire dominé par des impérialismes concurrents

Depuis le tournant du siècle, l'émergence de la Chine et des pays émergents a engendré **un monde multipolaire. Pourtant, ce nouvel équilibre reste marqué par des logiques impérialistes.** Si les États-Unis et les puissances occidentales conservent leur rôle dominant, d'autres impérialismes, comme ceux de la Russie en Ukraine ou de la Chine en Asie-Pacifique, se développent également. En Afrique, ces deux puissances rivalisent désormais avec les acteurs impérialistes occidentaux pour contrôler les ressources et les territoires stratégiques.

Le « Sud global », successeur du Tiers-Monde et des mouvements des non-alignés du XXe siècle, est désormais dirigé par des puissances comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Cependant, ces pays ne constituent pas une alternative émancipatrice : ils reproduisent les dominations capitalistes, productivistes et patriarcales. Les classes dirigeantes de ces États contestent certes l'hégémonie occidentale, mais uniquement pour défendre leurs propres intérêts. L'indifférence des BRICS – hormis l'Afrique du Sud – à la cause palestinienne en est un exemple criant.

Soutenir les luttes populaires, pas les dirigeants oppresseurs

Notre solidarité va aux luttes des peuples pour leur auto-détermination, la justice sociale et la démocratie, et non aux dirigeants qui perpétuent des systèmes oppressifs, qu'ils soient au Sud ou

au Nord. Nous refusons les logiques « campistes » qui excusent les impérialismes sous prétexte d'opposition à l'Occident. Qu'il s'agisse de la Palestine, de l'Ukraine, de la Syrie, des pays du Sahel, de la Kanaky ou d'autres régions, nous soutenons les mouvements populaires qui luttent contre les colonialismes et les oppressions.

- **En Palestine,** l'État d'Israël mène une guerre génocidaire pour poursuivre la colonisation, l'occupation et l'apartheid, avec la complicité des États-Unis et de la France.
- **En Ukraine,** la Russie mène une guerre colonialiste et impérialiste au nom d'une idéologie raciste et expansionniste qui nie le droit à l'existence du peuple ukrainien et menace d'autres peuples de la région.
- **Dans les pays du Sahel,** les peuples dénoncent la présence militaire française, ses politiques néocoloniales et ses ingérences dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso ou le Niger.

Ces luttes, tout comme celles des Kanaks, des Ouïghours, des Kurdes ou des Mahorais·es, ont des ennemis différents mais partagent une même légitimité dans leur quête d'égalité et de justice. Elles se heurtent à des oppressions menées par des puissances impérialistes historiques (États-Unis, Russie, Israël, France), des acteurs émergents (Chine) ou régionaux (Arabie Saoudite, Turquie). Ces oppressions exacerbent les conflits, la misère et les migrations forcées, tout en s'appuyant sur des idéologies racistes, patriarcales et fascistes.

Les responsabilités de l'État français

La France, puissance impérialiste historique, continue de jouer un rôle central dans les oppressions mondiales :

- Elle soutient la guerre génocidaire menée par Israël en fournissant des armes et une couverture politique.
- Elle est le deuxième exportateur mondial d'armes, fournissant notamment l'Arabie Saoudite dans sa guerre meurtrière au Yémen.
- Elle maintient sa domination coloniale dans les « territoires d'outre-mer » comme la Kanaky ou la Polynésie, où les aspirations à l'auto-détermination sont systématiquement entravées.
- Elle refuse toujours de signer la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui reconnaît les droits des peuples indigènes et tribaux, notamment leur droit à la terre et à l'auto-détermination.

Nous soutenons les mobilisations des peuples pour leur auto-détermination, qu'il s'agisse des Kanaks, des indépendantistes corses ou des Polynésiens, qui exigent la fin des pratiques néocoloniales. Au sein de l'hexagone, des territoires ont été annexés par la force au moment de la construction du territoire national. En Alsace, Bretagne, Catalogne, Euskadi, Flandre, Occitanie, Provence, des peuples revendiquent aussi la pleine reconnaissance de leurs langues, leurs cultures et, parfois, luttent pour leur auto-détermination. Ces revendications culturelles et politiques sont légitimes. Nous les soutenons et en sommes partie prenante.

Construire une alternative internationale pour la justice sociale et écologique

Les défis des inégalités sociales et de l'effondrement écologique ne peuvent être résolus à l'échelle nationale. Les transformations révolutionnaires de notre époque se joueront à plusieurs niveaux, de l'échelle locale à l'échelle mondiale. Si les ruptures institutionnelles commencent souvent dans un pays, leur succès dépend de leur capacité à s'étendre par contagion à d'autres.

- Nous devons **tisser des liens** entre mouvements sociaux et politiques au niveau européen et mondial.
- Nous devons **nous impliquer activement** dans des réseaux altermondialistes et écologistes, en promouvant des coopérations et des échanges d'expériences entre forces progressistes.
- À l'image des mobilisations citoyennes globales, nous devons bâtir des solidarités transnationales pour répondre aux urgences sociales et écologiques, tout en défendant les luttes pour l'auto-détermination et la démocratie partout dans le monde.

En fin de compte, notre combat est universel : justice sociale, égalité, démocratie et émancipation. Ce sont les principes qui nous guideront pour en finir avec un système mondial qui broie les humains et détruit la planète.

IMPÉRIALISMES : DANS UN MONDE INSTABLE, UNE EXIGENCE DÉMOCRATIQUE ET ÉMANCIPATRICE



[Propositions] Contre l'impérialisme, pour un internationalisme concret et cohérent

Notre internationalisme prend toujours le parti des peuples en lutte pour leur liberté, leur dignité et leur autodétermination. Cela signifie :

- **Rejet des logiques campistes** : Nous refusons les logiques campistes qui, au nom d'une opposition à l'impérialisme occidental, justifient les oppressions internes ou les guerres coloniales menées par d'autres États. Un État qui opprime son propre peuple ou d'autres peuples ne peut être un allié des luttes émancipatrices.
- **Droit à l'autodétermination et à la résistance** : Nous défendons inconditionnellement le droit des peuples à la démocratie, à la résistance contre l'oppression et à l'autodétermination, y compris par les armes si nécessaire, dans tous les contextes et à toutes les époques.

Solidarité avec les luttes en cours

- **Palestine** : Face à la guerre génocidaire menée par l'État d'Israël, nous militons pour la fin immédiate de cette offensive, la fin de l'occupation, et le respect du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Nous soutenons les organisations en France, telles que BDS et Urgence Palestine, qui œuvrent pour la solidarité avec les Palestinien·nes en lutte.
- **Ukraine** : Face à la guerre impérialiste menée par la Russie, nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des forces russes de tous les territoires occupés. Nous soutenons les initiatives de solidarité en France, comme celles portées par le RESU, qui accompagnent le peuple ukrainien dans sa lutte pour sa souveraineté.
- **Iran** : Depuis le début du mouvement « Femme, Vie, Liberté », la population iranienne subit une répression brutale et croissante, notamment contre les femmes et les dissident·es. Nous exprimons notre soutien inconditionnel au peuple iranien, au combat des femmes pour leur liberté, et demandons l'arrêt immédiat des tortures, des pendaisons et de toutes les violences d'État.
- **Syrie** : La chute de Bachar al-Assad est une double défaite : celle de la dictature syrienne et de son parrain russe. Dans un contexte complexe et en constante évolution, nous soutenons les revendications pour une Syrie démocratique, laïque et pluraliste, garantissant l'égalité des droits pour toutes et tous ainsi que le respect des minorités ethniques, religieuses et culturelles.

Un anti-impérialisme qui dénonce le rôle de l'État français

Notre anti-impérialisme inscrit la lutte contre l'impérialisme, le militarisme et le néocolonialisme français dans une perspective globale et cohérente, en lien avec l'ensemble de nos propositions politiques et notre vision internationale.

- **Démanteler la Françafrique et le néocolonialisme français :**

Nous combattons pour mettre fin à la Françafrique et à l'impérialisme français en exigeant notamment :

- L'arrêt de toute coopération militaire et politique avec des régimes autoritaires.
- La mise en place de sanctions pénales contre les entreprises françaises corruptrices et destructrices de l'environnement (comme Bouygues ou Bolloré).
- La fin de la monnaie néocoloniale du franc CFA et sa restitution aux États concernés.
- Le démantèlement des politiques néocoloniales dans les territoires d'Outre-mer, en soutenant l'autodétermination des peuples kanaks, polynésiens, corses et autres territoires encore sous domination coloniale.

- **Réduire les activités militaires et industrielles françaises :**

Nous exigeons une transformation radicale de la politique militaire et industrielle de la France :

- L'arrêt immédiat des opérations militaires extérieures, notamment dans le cadre de l'opération Barkhane au Sahel.
- La fin des ventes d'armes à des dictatures et régimes autoritaires.
- Une reconversion progressive et planifiée des industries militaires vers des secteurs civils, avec la participation active des salarié·es concerné·es, dans une logique autogestionnaire, ainsi que le démantèlement de l'arsenal nucléaire français.
- Le retrait de la France de l'OTAN et de ses logiques bellicistes.
- La reconnaissance du caractère écocide de l'industrie militaire et la réallocation d'une partie significative du budget de la défense vers des secteurs essentiels : santé, éducation, coopération internationale et promotion de la paix.

Pour un internationalisme solidaire et émancipateur

Nous affirmons un internationalisme qui repose sur :

- **La solidarité avec les peuples en lutte**, en refusant toute compromission avec les dirigeants oppressifs, qu'ils soient issus du Nord ou du Sud.
- **La défense des droits universels**, notamment ceux des migrant·es et des réfugié·es, en soutenant leur droit à la libre circulation et à l'installation.
- **L'opposition à toutes les formes d'impérialisme**, qu'elles soient occidentales, russes, chinoises ou régionales, pour promouvoir un monde fondé sur la justice sociale et écologique.
- **La construction de coopérations transnationales** entre mouvements sociaux, organisations politiques et initiatives citoyennes pour faire face aux défis globaux tels que l'effondrement écologique, les inégalités sociales et les guerres.

En défendant la justice sociale, l'égalité et la démocratie à l'échelle mondiale, nous voulons construire une véritable alternative internationale. Il est urgent de bâtir un monde solidaire, où les luttes locales s'articulent à des mobilisations globales, dans une logique de contagion révolutionnaire et de coopération concrète entre les peuples.



Sortir du validisme

Le validisme est une forme de discrimination qui valorise les corps et les esprits considérés comme « valides », c'est-à-dire conformes à des normes de fonctionnement physique, mental ou sensoriel majoritaires, tout en marginalisant ou en excluant les personnes en situation de handicap. Cela inclut les stéréotypes, la stigmatisation, l'inaccessibilité, ainsi que les systèmes et structures sociales qui privilégient les personnes non handicapées.

En réponse, l'antivalidisme cherche à :

- **Remettre en question et déconstruire le validisme**, en dénonçant les biais et les injustices systémiques envers les personnes handicapées.
- **Promouvoir l'inclusion, l'égalité et l'accessibilité** pour toutes les personnes, indépendamment de leurs capacités physiques, mentales ou sensorielles.
- **Mettre en lumière les expériences des personnes handicapées** et reconnaître leur diversité, leurs droits et leur autonomie.

En somme, l'antivalidisme permet une critique active des normes validistes et **une affirmation des droits et de la dignité des personnes handicapées**.

Une exigence anticapitaliste

Le capitalisme repose sur l'exploitation de la force de travail et la productivité comme critères centraux de la valeur humaine. Cela crée des dynamiques qui renforcent le validisme de plusieurs façons :

- Productivité comme norme dominante : **le capitalisme valorise les corps et les esprits capables de produire efficacement pour le marché**. Les personnes en situation de handicap, souvent perçues comme « non productives » ou « moins rentables », sont marginalisées et exclues du système économique dominant.
- Inaccessibilité et exclusion structurelle : **les lieux de travail, les horaires rigides et les exigences de performance standardisées ne tiennent souvent pas compte des besoins des personnes handicapées**, ce qui les exclut ou les force à surcompenser dans des environnements hostiles.

- Médecine et validisme capitaliste : le capitalisme médicalise souvent le handicap en cherchant à « réparer » les corps ou les esprits pour qu'ils redeviennent fonctionnels selon ses normes, au lieu de **remettre en question les structures sociales qui créent cette exclusion**.
- Précarité accrue : les personnes handicapées sont plus vulnérables à la pauvreté, au chômage ou aux bas salaires en raison de **discriminations structurelles et d'un manque d'opportunités adaptées**. Cela les place souvent dans une position où elles sont encore plus exposées aux inégalités du capitalisme.

L'antivalidisme et l'anticapitalisme convergent donc dans leur critique des normes oppressives de productivité et de valeur économique des individus.

Une exigence intersectionnelle

L'intersectionnalité souligne que les oppressions (racisme, sexisme, validisme, classisme, etc.) ne se vivent pas séparément, mais s'entrelacent de manière spécifique pour chaque individu ou groupe. Ce cadre analytique permet de relier l'antivalidisme et l'anticapitalisme de manière plus nuancée en examinant :

- **Les expériences croisées d'oppression** : une personne handicapée racisée ou une femme handicapée pauvre subit des oppressions qui se renforcent mutuellement (par exemple, l'exclusion des espaces de travail combinée au racisme structurel ou au patriarcat).
- **Les dynamiques de pouvoir au sein des luttes** : les mouvements anticapitalistes ou féministes, s'ils ignorent le validisme, risquent de reproduire des formes de marginalisation en excluant les voix des personnes handicapées.
- **La critique des normes universelles** : l'intersectionnalité pousse à remettre en question les normes homogènes imposées par les structures de pouvoir, que ce soit celles du corps « valide », de la « classe travailleuse idéale » ou de la « féminité dominante ».

L'approche intersectionnelle permet de reconnaître que les luttes contre le validisme et le capitalisme ne sont pas les mêmes pour toutes et tous, mais doivent être adaptées aux réalités multiples des individus.



[Propositions] Pour un projet antivalidiste

Ces propositions antivalidistes s'inscrivent dans une vision globale de transformation de la société, où la lutte contre le validisme est intégrée aux autres luttes pour la justice sociale, écologique, et démocratique. Il propose des actions concrètes pour construire une société véritablement inclusive et égalitaire.

Reconnaissance politique du validisme comme oppression systémique

- Intégrer la lutte contre le validisme dans le programme de l'organisation, en le reconnaissant comme une structure d'oppression imbriquée avec le patriarcat, le racisme, le capitalisme et la destruction écologique.
- Former les membres de l'organisation à comprendre les enjeux spécifiques du validisme et ses intersections avec d'autres oppressions.

Garantie d'un revenu digne à chacun·e

- Mettre en place un revenu digne permettant aux personnes handicapées de vivre dignement, sans dépendance à des dispositifs paternalistes ou à l'emploi capitaliste.
- Coupler cette mesure à une protection sociale universelle et renforcée couvrant les besoins spécifiques liés au handicap.

Accessibilité universelle comme norme obligatoire

- Rendre tous les espaces publics et privés (transports, bâtiments, plateformes numériques, institutions) universellement accessibles. Il faut donc socialiser et rendre accessible les infrastructures essentielles, placer la santé, le logement, l'éducation et les transports sous contrôle public pour garantir leur accessibilité universelle, adaptée aux besoins des personnes handicapées et supprimer les logiques de profit dans ces secteurs, qui aggravent l'exclusion des plus marginalisés
- Intégrer des principes d'accessibilité dans toutes les politiques publiques, financées par une redistribution des richesses.

Une écologie inclusive et adaptée

- Reconnaître que les crises écologiques affectent particulièrement les personnes handicapées (évacuations inaccessibles, pollution accrue, etc.).
- Mettre en œuvre des politiques écologiques qui incluent les besoins des personnes handicapées, avec des modes de vie durables et adaptés.

Réorganisation du travail autour de l'inclusion

- Repenser l'organisation du travail pour inclure des horaires flexibles, le télétravail et des environnements adaptés, tout en réduisant les exigences de performance.
- Lutter contre les discriminations à l'embauche et garantir des droits égaux pour les travailleurs handicapés.
- Mettre fin aux systèmes d'exploitation paternaliste, comme les emplois sous-payés dans les dispositifs protégés, tout en garantissant une réelle inclusion dans le monde du travail.

Une éducation réellement inclusive et déconstruire le validisme

- Garantir l'accès universel à une éducation adaptée, de la petite enfance à l'université, en formant les enseignants aux besoins spécifiques des élèves en situation de handicap.
- Développer des outils pédagogiques accessibles à tous et promouvoir la co-éducation avec les élèves valides.
- Intégrer l'antivalidisme dans les programmes scolaires, pour sensibiliser dès le plus jeune âge aux systèmes oppressifs.

Dévalidation et démedicalisation des discours sur le handicap :

- Reconnaître l'héritage médicaliste dans la construction des normes validistes, et promouvoir une approche sociale et culturelle du handicap.
- Soutenir les droits à l'autodétermination des personnes handicapées face aux institutions médicales, en renforçant leurs droits à décider de leurs parcours de vie.

Représentation démocratique des personnes handicapées

- Garantir la participation active des personnes handicapées dans les instances de décision politiques, y compris au sein de l'organisation.
 - Soutenir les mouvements autogérés et les collectifs dirigés par des personnes en situation de handicap.

Santé gratuite, universelle et adaptée

- Mettre en place un système de santé universel et gratuit, avec des dispositifs de soins spécifiques pour les personnes handicapées.
- Assurer une prise en charge centrée sur les besoins réels des individus, tout en garantissant des infrastructures accessibles.

Une culture et des récits inclusifs

- Promouvoir la représentation des personnes handicapées dans les médias, les arts et la culture, en dépassant les récits victimisants ou héroïsants.
- Soutenir une culture qui valorise la diversité des expériences humaines et défie les normes validistes.

Un programme antivalidiste doit s'inscrire pour nous dans une vision anticapitaliste, intersectionnelle et radicale, où la lutte contre le validisme devient un des piliers fondamentaux du projet de transformation sociale. En s'articulant avec les autres dimensions du programme (anticapitaliste, féministe, écologiste, antiraciste, démocratique, autogestionnaire), il vise une société libérée des hiérarchies oppressives et véritablement inclusive.



II - Pour changer le monde, on fait comment ?

Questions stratégiques

Il existe de nombreuses raisons de vouloir transformer radicalement les rapports sociaux entre les humains, ainsi que nos relations avec le vivant et les écosystèmes. Cette transformation doit répondre à deux exigences majeures : réparer les catastrophes écologiques et sociales, de plus en plus graves et fréquentes, et prévenir le basculement global du système Terre, aggravé par l'emballlement climatique. Cela implique une rupture nette avec le productivisme et l'extractivisme, une décroissance globale différenciée entre les pays du Nord et ceux du Sud global, et une justice sociale pour redistribuer équitablement les ressources et les responsabilités.

Une boussole pour avancer : l'héritage des luttes passées et présentes

Nous ne partons pas de rien. Notre boussole stratégique nous est léguée par les mouvements sociaux actuels et passés, portés par celles et ceux qui ont lutté et réfléchi pour l'émancipation et la défense du vivant. Une nouvelle culture politique émerge depuis plusieurs décennies, révélée au tournant du siècle par le mouvement altermondialiste, puis confirmée par le cycle de luttes et de soulèvements populaires ouvert à partir de 2011, des printemps arabes aux mobilisations écologistes et féministes actuelles.

Cette nouvelle culture politique se distingue par :

- **Le refus de la délégation de pouvoir et des hiérarchies**
- **Le rejet des dominations** (genre, classe, race, validité, etc.) et des violences autoritaires.
- **Une aspiration profonde à l'auto-organisation**, à la démocratie directe, à la délibération collective et à l'intersectionnalité des luttes.

Nos objectifs sont clairs :

- L'égalité des droits entre les humains et la fin des dominations, discriminations et exploitations.
- La protection et la régénération des écosystèmes.
- L'auto-détermination des individus et des peuples, dans un cadre de justice sociale et écologique.

Des luttes qui tracent le chemin de l'alternative globale

Les multiples dynamiques sociales et politiques actuelles nous offrent des bases solides pour penser et construire une transformation radicale. Ces luttes constituent les briques d'un projet alternatif au capitalisme et éclairent également les stratégies nécessaires pour y parvenir.

1. Le mouvement féministe et LGBTQIA+

- Ces luttes montrent la voie pour en finir avec les rapports de genre marqués par la violence et le mépris. Le mouvement **Me Too** a été une formidable contestation des violences sexistes et sexuelles, remettant en cause des structures de domination à la racine : ce mouvement accélère le processus de révolution féministe mondiale.
- Partout dans le monde – de l’Iran à la France – des femmes et des minorités de genre luttent pour vivre, aimer, travailler et s’habiller librement, inventant des pratiques intimes et politiques qui incarnent la liberté.

2. Le mouvement syndical

- Il défend le droit à un emploi décent, qui permette de vivre dignement, de se loger, et d’exercer un travail utile, compatible avec les exigences écologiques.
- Il lutte pour préserver et renforcer les protections sociales, les droits et l’autonomie des travailleurs et travailleuses, et les services publics.

3. Les mouvements écologistes et d’économie solidaire

- Ces mouvements défendent le vivant en construisant des alternatives concrètes, comme les **ZAD** ou les initiatives paysannes. Ils inventent ici et maintenant de nouvelles façons de produire, de consommer et de vivre, en rupture avec le modèle capitaliste.
- En s’opposant aux projets écocides, inutiles et imposés, ou à l’extractivisme, au consumérisme et au productivisme, ils défendent l’amélioration des conditions de vie et de santé des personnes concernées.

4. Les mouvements antiracistes et anticolonialistes

- Ils luttent contre les structures et préjugés racistes, en particulier ceux véhiculés par l’État. Ils s’organisent avec les groupes racisés pour affirmer l’égalité et développer des solidarités concrètes.
- Ces luttes remettent également en cause les fondements historiques de l’État-nation, marqué par son héritage colonial.

5. Les mouvements antivalidistes

- Ces luttes mettent en lumière la domination de la « norme valide » qui structure nos sociétés. Elles dénoncent l’exclusion sociale et économique des personnes en situation de handicap, souvent condamnées à vivre dans la précarité et la dépendance.
- Elles nous invitent à repenser notre vision du handicap comme une question politique exigeant des transformations structurelles pour garantir l’autonomie et l’accès à l’espace public pour tou·tes.

Les défis stratégiques à relever

Si ces luttes montrent des chemins possibles, elles soulèvent également des questions stratégiques cruciales, que les partis de gauche traditionnels ont souvent échoué à traiter. Leur incapacité à répondre à ces défis explique, en grande partie, leur discrédit. Pour construire une force politique capable de transformer radicalement les rapports sociaux et écologiques, plusieurs questions fondamentales doivent être posées :

1. Quel est le sujet de la transformation sociale et écologique ?

- Si le prolétariat a historiquement été considéré comme le moteur de la révolution communiste, comment articuler aujourd’hui les multiples sujets de la transformation

(femmes, classes populaires, peuples autochtones, jeunes, mouvements écologistes, etc.) dans une stratégie commune ?

2. Que faire de l'État ?

- Faut-il chercher à s'emparer de l'État pour le transformer, ou développer des structures autonomes et parallèles capables de s'y opposer et de le dépasser ?

3. Comment concevoir la révolution aujourd'hui et repenser la notion de rupture révolutionnaire ?

- S'agit-il d'un processus progressif ou d'un événement soudain ? Comment préparer les conditions de cette révolution, ses paliers et ses ruptures tout en répondant aux urgences actuelles ?

4. Quels enjeux pour l'autodéfense et la violence ?

- Face à la répression étatique et aux violences d'extrême droite, comment concevoir des stratégies d'autodéfense qui soient efficaces, tout en évitant l'escalade de la violence ou la militarisation des mouvements sociaux ?

Cela pose également une question transversale : comment articuler les échelles de la transformation ? Du local au global, en passant par le national et l'échelle européenne, comment penser une action cohérente et connectée à ces différents niveaux ?

Une force politique à construire

Répondre à ces questions suppose de dépasser les erreurs du passé. Une nouvelle force politique devra impérativement ne pas reproduire les logiques verticales et électoralistes des partis traditionnels. Elle doit s'appuyer sur :

- **Les dynamiques existantes**, en valorisant les expériences des mouvements sociaux.
- **Des principes clairs**, comme la démocratie directe, l'autogestion, et le refus des dominations.
- **Une capacité à fédérer** les luttes, en articulant leurs revendications spécifiques dans une stratégie globale et cohérente.

Enfin, cette force politique doit être à la hauteur des enjeux de notre époque : répondre aux urgences sociales et écologiques tout en construisant une alternative radicale, émancipatrice et désirable pour toutes et tous.



Quel est le sujet politique de la transformation sociale, écologique et démocratique ?

Le prolétariat – c’est-à-dire ceux qui n’ont d’autre choix que de vendre leur force de travail – constitue encore aujourd’hui l’immense majorité de la population. Cependant, le mouvement ouvrier organisé, autrefois moteur des grandes conquêtes sociales, a perdu une partie de sa puissance sous l’effet de la rétraction de l’industrie au profit des services, ainsi que des politiques néolibérales de précarisation et de mondialisation. Dans le même temps, d’autres mouvements sociaux émancipateurs ont émergé pour combattre des formes de domination imbriquées avec, mais irréductibles à, l’exploitation du travail salarié : les luttes féministes, antiracistes, écologistes, LGBTQIA+, ou encore antivalidistes.

Nous ne pouvons plus nous appuyer sur un **sujet révolutionnaire unique et prédéfini**. La transformation sociale-écologique-démocratique nécessitera de construire une nouvelle hégémonie collective, où toutes les luttes, bien que spécifiques, trouvent une égale dignité et convergent dans un combat commun pour l’émancipation. Ce combat vise à abolir l’exploitation, le pillage et toutes les dominations systémiques du capitalisme.

Une domination systémique plurielle

La question de la production reste centrale. Le capitalisme repose sur l’appropriation et l’exploitation du travail, mais également sur des systèmes de domination imbriqués qui maximisent son profit tout en légitimant ses mécanismes d’oppression. Cette domination systémique inclut :

- **L’oppression patriarcale et la norme hétérosexiste**, qui permettent de réduire les coûts de la reproduction sociale en assignant aux femmes et aux minorités de genre la responsabilité invisible et souvent gratuite du travail domestique et de soin.
- **Le pillage colonial et le racisme systémique**, qui justifient l’exploitation des peuples du Sud et des personnes racisées, tout en perpétuant des inégalités structurelles au sein des sociétés.
- **La destruction écologique**, qui épuise les ressources naturelles, détruit les écosystèmes et menace les conditions mêmes de la vie sur Terre, sous l’effet combiné de l’extractivisme et du productivisme capitalistes.

Ces mécanismes sont interconnectés : l'exploitation de la nature, la subordination des femmes, l'asservissement des peuples racisés et l'oppression des minorités renforcent mutuellement les logiques d'appropriation et de domination du capitalisme. **Ainsi, ceux qui s'opposent à l'exploitation du travail, à la destruction de la nature et aux différentes formes de domination sont toutes des sujets potentiels du « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ».**

Un « arc-en-ciel » des luttes

La force politique que nous voulons construire doit exprimer les aspirations de cette société civile mobilisée et plurielle, formant un « arc-en-ciel » des luttes. Cette convergence repose sur une reconnaissance fondamentale : **les oppressions sont imbriquées et les combats pour y mettre fin sont indissociables.**

Dans chaque mouvement – qu'il soit féministe, syndical, antiraciste, écologiste ou antivaldiste – il existe des composantes conscientes que leur lutte ne pourra réellement aboutir qu'en coopérant avec d'autres. Par exemple :

- Les **écologistes pour la justice sociale** savent que la transition écologique est impossible sans égalité et sans lutte contre les inégalités de classe, de race et de genre.
- Les **syndicalistes soucieux d'écologie** comprennent que le travail ne doit plus se faire au détriment des écosystèmes et qu'il faut redéfinir les finalités de la production.
- Les **féministes antiracistes** reconnaissent que les oppressions patriarcales se croisent avec les discriminations raciales, notamment dans les quartiers populaires ou dans les sociétés post-coloniales.

Construire une telle convergence nécessite un cadre commun de pensée et d'action, constamment nourri par des discussions entre mouvements. Ces échanges doivent permettre de dépasser les logiques de cloisonnement et de compétition entre luttes, et de forger une solidarité active, fondée sur l'intersectionnalité et la mutualisation des expériences.

Ce système est notre ennemi commun

L'objectif de cette convergence est clair : abattre un système à la fois capitaliste, écocide, patriarcal, raciste, impérialiste et validiste. Ce système organise et reproduit :

- **L'exploitation économique**, par l'appropriation des richesses créées par le travail des classes populaires.
- **La destruction du vivant**, par le pillage des ressources et l'épuisement des écosystèmes.
- **Les oppressions sociales**, par le maintien de rapports de domination basés sur le genre, la race et la validité.

La tâche est immense, mais elle repose sur une certitude : **aucune de ces oppressions ne pourra être éliminée tant que les autres subsistent.** La convergence des luttes est donc non seulement une nécessité stratégique, mais une condition de possibilité pour construire une société véritablement démocratique, égalitaire et écologique.

Société civile

Le terme « société civile » est souvent récupéré par le néolibéralisme pour désigner une alliance entre multinationales et ONG « raisonnables ». Nous lui rendons son véritable sens : **l'espace où les citoyen·nes s'organisent librement pour défendre leurs droits et leurs valeurs face aux dominations** de l'État, du capitalisme, du patriarcat et du racisme.

Notre projet repose sur **l'autonomie collective** et le renforcement de la société civile comme moteur de la transformation sociale, écologique et démocratique.

Pour une société émancipée

- **Démanteler les hyper-pouvoirs** économiques et politiques qui concentrent richesses et décisions.
- **Encourager le contrôle citoyen** et l'autogestion, pour reprendre la main sur les choix qui concernent nos vies.
- **Créer des contre-pouvoirs démocratiques** pour garantir des institutions réellement au service des populations.

La société civile doit devenir **le cœur de la transformation**, un espace où convergent les luttes féministes, antiracistes, écologistes et sociales, pour bâtir un monde juste, libre et égalitaire.

Quel rapport à l'État ?

Conquérir l'État par les élections et redistribuer les richesses, bien que nécessaire, ne suffit pas à engager une démocratisation profonde des structures politiques et des rapports sociaux. **L'objectif est de dépasser la forme actuelle de l'État**, qui soutient et reproduit les logiques capitalistes, racistes, patriarcales, écocides et anti-démocratiques. Nous visons **la construction de nouvelles formes de pouvoir populaire**, pour reprendre collectivement le contrôle sur nos conditions de vie, et des mécanismes de **contrôle citoyen** pour prévenir toute dérive oligarchique.

Vers un dépassement et une *socialisation* de l'État

La transformation démocratique doit s'appuyer sur un processus constituant **par en bas**, fondé sur des assemblées populaires dans les quartiers, les entreprises, les villages et les administrations. Ces assemblées de base devront déléguer des représentant·es mandaté·es pour synthétiser et remonter les propositions, garantissant une structure participative et délibérative.

Le pouvoir populaire devra conjuguer trois principes complémentaires :

- **L'auto-organisation locale**, pour ancrer les décisions au plus près des réalités vécues.
- **L'élection**, pour départager les options et confier des responsabilités, tout en empêchant la professionnalisation des élu·es (limitation stricte à deux mandats de même niveau).
- **Le tirage au sort**, pour partager les responsabilités, diversifier les points de vue et éviter les logiques d'exclusion ou de monopole du pouvoir.

Une articulation à expérimenter

Une **double assemblée** pourrait incarner cette réorganisation démocratique :

1. Une **chambre élue**, de type parlementaire, pour confronter les options et dégager l'intérêt collectif.
2. Une **chambre des conseils de base**, représentative des entreprises, des quartiers et des territoires, pour garantir le contrôle populaire permanent.

D'autres modèles issus des luttes historiques – conseils communaux, territoriaux, économiques et d'entreprise – peuvent également être explorés et expérimentés dans le cadre d'un processus constituant.

Quelles police et armée ?

- **La police** devra être transformée selon des principes anti-hiérarchiques et autogestionnaires, pour garantir le droit à la tranquillité et à la sûreté des populations tout en supprimant les pratiques autoritaires et discriminatoires.
- **L'armée actuelle**, pilier des logiques néocoloniales et impérialistes, doit être profondément remise en question. Nous défendons :
 - La réduction drastique des budgets militaires.
 - La reconversion des industries d'armement vers des productions civiles.
 - Le désarmement nucléaire.
 - L'ouverture d'un débat sur une défense populaire alternative, à l'échelle nationale et internationale, en rupture avec les logiques de l'OTAN et des armées professionnelles.

Un objectif commun : l'État démocratique et autogestionnaire

La démocratie réelle ne peut se limiter à un simple droit de vote tous les cinq ans. Les décisions publiques doivent être **le fruit d'une participation continue et collective**, à toutes les échelles. La transformation de l'État en une structure radicalement démocratique et autogérée est une condition essentielle pour construire une société émancipée, juste et écologique.

Quel rapport à la violence ?

Par définition une révolution signifie une rupture brutale de l'ordre juridique. Les réformistes sont légalistes : les changements institutionnels doivent selon eux être réalisés dans le respect de l'ordre juridique existant, ils condamnent donc la désobéissance civile et les actions extra-légales.

À l'inverse, les révolutionnaires refusent de cantonner les formes de lutte au seul registre de la légalité, et lui opposent celui de la légitimité. Ils et elles considèrent que le droit, même établi selon des procédures formellement démocratiques, est avant tout une cristallisation à un moment donné des rapports de force sociaux : dans une société régie par le capitalisme, le droit est capitaliste, notamment parce qu'il sanctuarise la propriété capitaliste. Si les rapports de force politiques changent en leur faveur, les forces sociales progressistes ne peuvent s'autolimiter à la stricte légalité sans précipiter leur défaite.

De plus en plus, face au mur autoritaire de l'État néolibéral, les mouvements sociaux recourent à la désobéissance non violente et à l'action extra-légale. C'est utile et même indispensable, quand la légitimité des objectifs visés et des méthodes employées est claire aux yeux d'une grande majorité de la population. Ainsi, les avortements clandestins ou les expériences autogestionnaires du type Lip dans les années 1960-70, les occupations de logements vides, les fauchages de plants OGM, les actions de désarmement des méga-bassines ou des sites de production de béton, ou même les déprédations de boutiques de luxe, sont des pratiques illégales mais le plus souvent comprises par l'opinion publique et

qui contribuent au rapport de forces social. Le soutien populaire aux Gilets jaunes et aux Soulèvements de la Terre l'a bien montré.

La question de la violence : principes et contextes

La question de la violence est complexe et doit être abordée avec discernement. Elle doit être discutée sans raccourcis ni dogmatisme, en défendant des principes inflexibles tout en prenant en compte la diversité des situations et des individus et collectifs impliqués. Bien sûr, face aux groupes fascistes qui veulent faire régner leur loi dans les villes et les quartiers, mener des lynchages racistes ou attaquer les organisations antiracistes et antifascistes, l'autodéfense populaire est nécessaire. Autre chose est de considérer que la lutte armée serait un outil incontournable de la transformation sociale-écologique.

La violence structurelle du système capitaliste et patriarcal ne peut être surmontée que par d'intenses mobilisations populaires, incluant le recours à l'action extra-légale, à la désobéissance de masse et à l'autodéfense armée quand elle est clairement nécessaire et légitime. On peut donc s'attendre à des réactions violentes des groupes sociaux dont la domination est menacée. Le cas du Chili d'Allende est encore présent dans les mémoires. Aucune classe dominante n'a perdu le pouvoir sans se défendre par la violence.

Mais la nécessité d'une autodéfense face à la violence impérialiste, fasciste et contre-révolutionnaire n'implique pas d'adopter la stratégie de la guerre civile, de la guérilla ou de l'armement du peuple. D'une part, la mobilisation populaire massive et non violente peut constituer un facteur clé de division de l'armée, comme ce fut le cas dans la révolution iranienne de 1979 ou dans le cas de l'échec du putsch militaire contre Chavez en 2002. D'autre part, si le recours à la lutte armée a été et reste le plus souvent nécessaire dans les luttes de libération nationale, la question se pose différemment pour la transformation sociale-écologique. Celle-ci est un double processus de construction de sujets démocratiques et de constitution d'une société civile mobilisée ; d'émancipation individuelle et collective. Or la violence pousse à la suspension du jugement personnel et des droits démocratiques, à la fusion aveugle dans la discipline militaire, à l'identification aux chefs, au culte de la virilité. Elle tend presque toujours à renforcer le patriarcat et marginaliser les femmes, dont la participation massive est à la fois une condition et une signature de tout grand mouvement émancipateur.

L'articulation entre autodéfense, soin et émancipation

Il ne s'agit pas, bien au contraire, de condamner la résistance contre la répression étatique ou des factieux contre-révolutionnaires. Une révolution écologique et sociale doit passer par la construction d'une situation politique dans laquelle les masses populaires sont prêtes à se défendre contre la répression, par la force morale mais aussi la force matérielle et physique, et la contre-violence armée quand c'est nécessaire. Mais comme nous le faisons déjà, à une autre échelle, quand nous décidons de maintenir une manifestation interdite par l'Etat en organisant une autoprotection collective tout en assurant les conditions nécessaires à la présence du plus grand nombre, **nous devons apprendre à allier dans toutes nos luttes autodéfense, soin, efficacité et émancipation.**

Internationalisme et résistance

De même, notre internationalisme reconnaît et soutien le droit à la résistance, armée et non armée, face aux agressions et guerres impérialistes et au colonialisme. Cela a toujours été le cas, pour les luttes de libération nationale du XXe siècle comme pour les résistances aujourd'hui en Palestine et en Ukraine, notamment. Mais il est également fermement inflexible concernant les principes : nous condamnons tous les massacres de civils, sans exception, y compris quand ils s'inscrivent dans le cadre de la résistance légitime face aux oppresseurs. Et notre internationalisme est aussi lucide : nous savons que les armées constituent souvent, à un moment ou à un autre, un obstacle à l'émancipation des peuples qu'elles défendent. Nous savons aussi que la violence, bien que parfois nécessaire, peut-être, dans certains cas, contre-productive, notamment quand elle ressoudé les forces adverses, délégitime la résistance populaire, ou expose la population civile à une vengeance meurtrière. **Là aussi, la question des formes de l'autodéfense et de la contre-violence doivent être posés de manière autogestionnaire et égalitaire.**

Pour un monde sans guerre

Nous défendons la perspective d'un monde sans guerre. Notre opposition absolue au bellicisme ne nous empêche pas de considérer que l'autodéfense populaire, armée si nécessaire, est parfois légitime lorsqu'il s'agit de défendre la paix, l'émancipation, le bien-être, la démocratie et les droits fondamentaux de toutes et tous, la construction d'une société débarrassée des dominations.

Quelles articulations entre réformes et révolutions ?

Face à l'imbrication des dominations et à l'accélération des destructions écologiques et sociales, il est clair qu'aucune transition linéaire ou graduelle ne suffira à bâtir un monde viable. Des révolutions sont indispensables, mais celles du 21^e siècle ne seront ni instantanées ni uniformes. Elles s'inscriront dans des processus longs, marqués par des moments d'accélération – soulèvements, ruptures institutionnelles, grèves, blocages – et par une combinaison d'initiatives locales, de conquêtes sociales, d'autodéfense, d'élections et de réformes radicales. La clé est une lutte à toutes les échelles, pour l'autonomie, la démocratie et toutes les égalités dans chaque aspect de la vie.

Ni réforme sans révolution, ni révolution sans réformes

Dans le vieux débat entre réforme et révolution, nous optons pour une approche révolutionnaire comprise comme un processus continu, ou révolution longue. Cela ne signifie pas un rejet des réformes. Bien au contraire, toute avancée qui améliore le rapport de forces, freine les dynamiques fascistes ou préserve des droits conquis est essentielle. Nous participons activement à ces luttes, y compris aux côtés des forces qui porteraient ces réformes, tout en reconnaissant leurs limites. Les réformes doivent être des points d'appui pour les luttes futures, non des fins en soi.

La mythologie du « Grand Soir » – l'idée d'un basculement soudain et total vers une nouvelle société – n'est plus tenable. La transformation sociale et écologique devra s'opérer par un long cheminement, combinant avancées institutionnelles et expérimentations populaires. Ces deux dimensions – le changement « par en haut » et « par en bas » – doivent se nourrir mutuellement. Des institutions démocratiques permettant une maîtrise collective du développement social doivent s'appuyer sur des initiatives locales concrètes (éco-agriculture paysanne, coopératives, ZAD, initiatives écoféministes...).

Le rôle des révolutions : cristalliser les avancées populaires

Les révolutions ne sont pas des raccourcis. Elles constituent des moments d'exacerbation des luttes sociales, où le conflit entre les dominants et les dominé·es atteint son paroxysme. Elles jouent un rôle décisif en cristallisant les avancées sociales et démocratiques dans de nouvelles institutions.

Historiquement, même des réformes importantes – comme le New Deal aux États-Unis ou les avancées sociales du Conseil national de la Résistance en France – ont été obtenues sous la pression de luttes majeures et sous la menace de révolutions.

Les révolutions sont aussi nécessaires pour résoudre les situations de double pouvoir, lorsque les institutions capitalistes entrent en confrontation avec des formes émergentes de pouvoir populaire. Ces moments décisifs permettent de transformer la société en profondeur, en redistribuant le pouvoir et les ressources.

La question décisive de la propriété et de la socialisation

Une rupture essentielle portera sur l'expropriation des capitalistes et la propriété sociale des moyens de production, d'échange et de communication. Il ne s'agira pas simplement de nationaliser, mais de socialiser, en attribuant le pouvoir de décision à celles et ceux qui sont directement concerné·es et qui produisent les richesses, mais pas seulement: travailleur·ses, usager·es, riverain·es, associations environnementales, collectivités locales et, dans certains cas, pouvoirs publics à des échelles nationales ou internationales. La socialisation remplace la propriété étatique par une gestion démocratique et collective, ancrée dans les besoins des populations et du vivant.

Dans le domaine du travail comme dans tous les autres, la conquête de nouveaux droits et pouvoirs partagés – entre travailleur·ses, citoyen·nes et usager·es – sera la pierre angulaire de la transformation sociale-écologique et démocratique. C'est dans cet équilibre entre réformes concrètes et horizons révolutionnaires que se joue notre avenir commun.



III - Pour une organisation politique aux formes et pratiques nouvelles

Ce manifeste propose un **processus constituant** visant à bâtir, à partir des forces existantes et au-delà, une **nouvelle force politique révolutionnaire**. Mais quel type d'organisation souhaitons-nous construire ? Nous en avons défini les **lignes directrices fondamentales** : une organisation résolument **anticapitaliste, écologiste, féministe, antifasciste, antiraciste, anti-impérialiste, antivalidiste, autogestionnaire**, engagée pour la justice sociale, la démocratie et toutes les égalités.

Nous voulons une organisation **unitaire, démocratique et pluraliste**, capable de rassembler des histoires, des expériences et des orientations différentes. Une force **plus populaire et inclusive**, intégrant davantage d'habitant·es et de militant·es des quartiers populaires, de jeunes, d'ouvrier·es et de travailleur·ses précaires, bien au-delà de la composition actuelle des organisations de la gauche radicale.

Cette organisation devra **articuler toutes les dimensions de la lutte sociale et politique** :

- **Solidarité concrète et autodéfense collective,**
- **Autogestion** et mobilisation sur les lieux de travail et de vie,
- **Grèves et occupations,**
- **Batailles idéologiques et institutionnelles,**
- **Formation et intervention médiatique,**
- **Production et expérimentation d'alternatives,**
- **Coordination des luttes aux niveaux local, national et international.**

Elle devra donner une place centrale aux **initiatives concrètes et locales**, tout en facilitant leur **mise en réseau**, le **partage d'expériences**, et leur **cohérence stratégique** à une échelle plus large.

S'appuyer sur l'existant, construire au-delà

Ce processus constituant devra préciser les formes de cette organisation, et l'expérience commune permettra d'affiner ses pratiques. Mais nous ne partons pas de zéro. Il y a des organisations qui partagent déjà l'essentiel des orientations politiques soutenues dans ce Manifeste. Et en ce qui concerne le renouvellement des pratiques militantes ces dernières années, au sein des mouvements sociaux, des **cultures politiques nouvelles** ont émergé : des pratiques plus égalitaires, solidaires et radicales, des formes d'organisation collective alternatives, des expériences inédites d'autogestion et d'autonomie. C'est sur cette base que nous voulons construire.

Cela implique d'abord de dire **ce que nous rejetons** (1), avant de proposer des **principes fondateurs** (2) et des **pratiques concrètes** (3) pour guider cette nouvelle organisation politique, ainsi que les **voies pour y parvenir**.



Ce que nous ne voulons pas

Nous ne voulons plus des pratiques et des modèles politiques qui ont conduit à l'échec et au rejet légitime des partis existants. Qu'ils se présentent comme gazeux, comme mouvements ou comme partis traditionnels, ils reproduisent trop souvent des logiques d'élitisme, de sexisme, de racisme, de validisme, de sectarisme, de déconnexion des réalités des quartiers populaires et du travail, d'électoratisme, d'opportunisme, d'instrumentalisation des luttes, de caporalisme, d'un manque criant de démocratie, ou encore d'un mépris des initiatives auto-organisées féministes, antiracistes et autogestionnaires.

Nous devons tirer les leçons de l'épuisement des modèles politiques dominants des deux derniers siècles. Cela inclut :

- **Les partis dits d'avant-garde**, basés sur le centralisme démocratique, qui ont souvent utilisé la lutte pour l'émancipation comme un levier pour asseoir leur contrôle sur les mouvements populaires, au lieu d'encourager leur auto-organisation.
- **Les partis parlementaires**, enfermés dans l'électoratisme, qui ont subordonné les luttes sociales et écologiques à la seule conquête du pouvoir d'État, ignorant les aspirations à l'autonomie des mouvements de base.

Nous rejetons également la **professionnalisation et la bureaucratisation de la vie politique**. La crise des partis est intimement liée à l'évolution des cadres et des élu·es dans un microcosme déconnecté, marqué par des logiques clientélistes, népotiques et de clanisme. Ces dynamiques reproduisent les inégalités de genre, même sous couvert de parité, et renforcent un entre-soi nuisible.

Le **non-renouvellement des directions politiques** et des classes représentées constitue un autre obstacle majeur. Les jeunes, les ouvrier·es, les précaires, les chômeur·ses et les personnes issues de l'immigration postcoloniale restent largement absentes des espaces de décision. La jeunesse, qui aspire à des formes d'engagement pragmatiques, concrètes et horizontales, rejette l'embrigadement, les pratiques politiciennes et l'électoratisme. Les organisations de jeunesse se retrouvent souvent réduites à des « écuries » au service d'ambitions personnelles ou de courants spécifiques, sans véritable autonomie ni dynamisme.

Enfin, nous refusons les forces politiques qui prétendent représenter les plus opprimé·es, mais échouent à les inclure réellement dans leurs rangs et à leur garantir une participation égalitaire et active.

Ce que nous voulons : principes fondamentaux pour une nouvelle organisation politique

Nous voulons construire une **organisation politique de masse**, enracinée dans les mouvements sociaux et écologistes réels, porteuse d'une nouvelle expression politique des opprimé·es et d'un anticapitalisme renouvelé. Inspirée par les Soulèvements de la Terre, les collectifs féministes ou encore l'Assemblée des Quartiers Populaires, cette force devra approfondir et amplifier le renouveau des pratiques militantes.

Une force politique n'est pas une fin en soi, mais un outil collectif. Elle doit rassembler, articuler les luttes, mieux comprendre le monde, défier les pouvoirs et construire une société émancipatrice. Elle doit à la fois **développer l'auto-organisation des opprimé·es** et porter un **projet de société désirable**. Une telle organisation doit refléter dès aujourd'hui les valeurs qu'elle défend : inclusion, égalité, solidarité et pluralisme.

Principes fondamentaux pour l'organisation

1. **Parité complète Femme-Homme** dans les fonctions à tous les niveaux de l'organisation et représentativité sociale, avec un rééquilibrage drastique dans la représentation des militant.e.s racisé-e-s, ouvrier.e.s et précaires notamment,. Liberté d'organisation en non-mixité pour les femmes mais aussi pour les racisé-e-s, pour les LGBTQI+.
2. **Le droit d'objection et de retrait.** Lorsqu'une majorité de l'organisation décide d'une orientation, la ou les minorités ne sont pas obligés de l'appliquer et peuvent appliquer un droit de retrait durant la période considérée (par exemple, les élections)
3. **Le non-cumul d'une charge dans le temps :** La caractéristique des organisations de la gauche radicale est d'avoir conservé longtemps (pour certaines plusieurs dizaines d'années) les mêmes dirigeants. Ce qui implique nécessairement, quelle que soit la qualité des gens en question, le non renouvellement et l'assèchement d'une vision politique du monde centré sur une période considérée (36, 45, 68, 95...). La rotation des tâches dans le mouvement est aussi une conséquence de ce choix du non-cumul dans le temps.
4. **Des instances et des responsables contrôlées et révocables. Le mandat impératif est une option qui doit être discutée.** Toutefois, son application n'est pas toujours évidente dans l'action quotidienne et doit pouvoir être débattue a posteriori par le collectif.
5. **Bienveillance, inclusion, attention et soin :** Accueillir, de manière inconditionnelle, l'autre et sa parole, quelles que soient les différences. Prendre soin de chacun des individus qui composent le collectif, tout comme du collectif dans son ensemble. Une des questions essentielles est celle de la disponibilité militante, du rapport au temps de chacun(e). Les femmes, quand elles sont mères et ont une double journée de travail, les racisé-e-s et les personnes non valides n'ont pas les mêmes contraintes ni les mêmes disponibilités et l'inclusion doit être une préoccupation permanente du mouvement politique.
6. **Équilibre des échanges :** Respect des horaires, des temps de réunions et de l'ordre du jour ; Posture d'écoute – Expression concise – Demander la parole – Volonté d'équilibrer les temps de paroles entre les membres. Utiliser des gestes pour faciliter le processus. Pour faciliter ces échanges, **l'exigence de transparence est fondamentale** : toutes les informations circulent librement entre les membres du collectif.

CE QUE NOUS VOULONS : PRINCIPES FONDAMENTAUX POUR UNE NOUVELLE ORGANISATION POLITIQUE



7. **Reconnaissance du droit à l'expérimentation et à l'initiative.** Ces droits doivent être appliqués dans tous les domaines en matière de formation, de débat, d'action et d'intervention politique. Chaque militant qui s'engage doit être soutenu dans sa liberté de prendre des initiatives, de développer sa créativité. Dans ce cadre, la **reprise des méthodes de l'éducation populaire et politique** (cercles d'étude ou de culture, enquêtes militantes, ouvrières ou conscientisantes, histoires de vie collective, théâtre de l'opprimé, conférences gesticulées...) est décisive. Dans ce cadre, la question de l'intégration des aspirations des enfants de militant.e.s doit être prise en compte, par exemple sous la forme de conseils d'enfants à l'occasion des réunions, congrès, universités d'été pour les associer en tant qu'acteurs à part entière de notre mouvement.
8. **Gestion démocratique des prises de décisions et consentement :** la prise de décision par consentement, c'est-à-dire en l'absence d'objection motivée par des arguments valables, est à privilégier. S'il y a des positions contradictoires, le vote peut être nécessaire mais il faut qu'il se fasse sur une base largement majoritaire pour être considéré comme émanant de l'organisation. Les intentions, projets d'actions et les décisions sont expliquées au sein des groupes et/ou des instances d'animation puis validées collectivement, par exemple avec des méthodes issues de l'éducation populaire : débats contradictoires, mouvants... Nous devons être à égalité pour décider. Cette éthique de la décision doit aussi considérer que la décision revient en pratique à la fin à ceux qui la mettent en œuvre et qui auront la charge mentale de la réaliser. Quant aux décisions qui concernent les élections internes, elles se font sur la base d'une personne, une voix avec possibilité d'une partie de tirage au sort.
9. **La double appartenance est possible et protégée.** Le mouvement doit être poreux ce qui ne veut pas dire gazeux. Il s'enrichit des expériences et des appartenances politiques des uns et des autres et refuse le sectarisme, la constitution de fractions ossifiées.
10. **Création d'un écosystème autour et dans le mouvement politique.** Nous voulons que puissent participer à cette force politique des collectifs, des associations, des coopératives, de Maisons Du Peuple, des groupes locaux sur une base communaliste ou affinitaire, des épiceries solidaires... Nous devons toutefois veiller à ne pas instrumentaliser des mouvements dans cet écosystème qui ne seraient que la reproduction des courroies de transmission, telles qu'elles étaient au moment de l'hégémonie du PCF sur le mouvement ouvrier. Cela implique de respecter l'autonomie de ces

regroupements associés et donc de contractualiser leur intégration ou leur partenariat dans l'écosystème politique.

11. Un équilibre entre horizontalité et coordination

L'organisation devra articuler **horizontalité et coordination démocratique**. L'autonomie locale des collectifs devra s'appuyer sur une animation transversale qui décroïsonne le social, l'économique et le politique. Cette transversalité repose sur un **projet politique clair**, partagé et évolutif.

Nous visons une **force populaire ancrée dans la diversité des luttes** et une pratique politique qui transforme à la fois les individus et les collectifs, en préfigurant la société émancipée que nous voulons construire.

Décloisonner militantisme, production alternative et solidarité

Le décroïsonnement entre militantisme, production alternative et solidarité est un enjeu fondamental pour articuler nos pratiques et notre discours politique. Mais comment transformer une organisation politique en un véritable point d'ancrage matériel, un outil concret de mutualisation et de soutien, et un espace de jonction entre expérimentations sociales, économiques et politiques ?

Pour y parvenir, **la force politique doit devenir un pôle de ressources et de soutien actif**. Elle ne doit pas se limiter à porter un discours sur la propriété collective et les pratiques alternatives, mais aussi contribuer directement à leur mise en œuvre. Cela implique de visibiliser les besoins des collectifs et organisations déjà engagés dans ces dynamiques, de faciliter l'accès à des ressources, et de participer à la mutualisation de moyens matériels et humains. En retour, ces collectifs pourraient nourrir la réflexion politique en apportant idées, problématiques, réseaux et pratiques issus de leurs expériences concrètes.

Expériences concrètes à soutenir et à amplifier

1. À l'international : l'exemple des ex-GKN en Italie

Un exemple inspirant est celui des ouvrier·es de l'usine GKN de Campi Bisenzio, près de Florence. Face à un plan de licenciement, ils ont occupé leur usine et engagé un projet de reconversion écologique autogestionnaire, en partenariat avec des mouvements écologistes et des chercheur·ses. Ce projet s'appuie sur un **réseau local, national et international de solidarité**, qui a mis à disposition des moyens militants et des savoir-faire pour concevoir un plan de reprise, soutenir une campagne d'actionnariat populaire et assurer sa visibilité.

Cette expérience illustre comment un réseau de soutien peut amplifier les capacités des collectifs en lutte, tout en popularisant une vision d'écologie populaire et autogestionnaire. Elle montre également que les luttes ouvrières, lorsqu'elles intègrent des dimensions écologiques et sociales, peuvent devenir des laboratoires stratégiques pour penser une transformation globale.

2. En France : CoopCycle et Cascade

- **CoopCycle** est une fédération de coopératives de livraison à vélo qui lutte contre les plateformes capitalistes fondées sur l'auto-entrepreneuriat précaire. Elle propose un modèle alternatif basé sur la **propriété collective des outils de production** et la mutualisation des services nécessaires à une activité locale durable (plateformes numériques, apport d'affaires, achats groupés).

- **Cascade** est un projet de mutualisation intersectorielle autour d'un outil numérique qui permet la **gestion collective des ressources** (locaux, budgets, cotisations, invendus alimentaires) au sein et entre collectifs non lucratifs. Cet outil facilite la prise de décision collective et rend visible l'allocation des moyens pour renforcer les synergies entre collectifs.



QUE POURRAIT FAIRE CETTE ORGANISATION ?

Que pourrait faire cette organisation ?

Être utile au quotidien

Pour construire une organisation populaire, ouverte et utile dans la vie quotidienne, il est crucial de décroiser les mondes militants, syndicaux, associatifs et partisans. L'objectif est de créer un espace inclusif, où chacun·e, au-delà des professionnel·les du militantisme, trouve sa place et peut participer activement.

La clé réside dans un **processus constituant par en bas**, qui donne la priorité aux expériences et réalités vécues, notamment celles des quartiers populaires, des travailleurs et travailleuses précaires, et des jeunes. Des propositions concrètes peuvent jouer un rôle clé pour assurer l'inclusion populaire :

1. **Reconnaissance des groupes préexistants** : permettre à des groupes constitués (associations, collectifs d'habitant·es, comités de travail, etc.) de devenir des entités de base de l'organisation, avec des droits équivalents à ceux des comités locaux.
2. **Diversification des formats et pratiques** : organiser des réunions et discussions à des horaires variés (pause déjeuner, soirée, week-end), en ligne ou en présentiel, avec garde d'enfants et des activités culturelles ou solidaires (clubs ciné, repas partagés, ateliers juridiques ou alimentaires).
3. **Partir des besoins populaires** : réaliser des enquêtes militantes pour identifier les priorités et aspirations des habitant·es et participer activement aux initiatives de solidarité et d'auto-organisation dans les territoires.

Faire reculer le fascisme et avancer la révolution

Une organisation politique doit allier lutte antifasciste immédiate et transformation révolutionnaire à long terme, en rendant ces perspectives concrètes pour le plus grand nombre. Quelques axes clés :

4. **Autodéfense antifasciste et autoformation populaire** : mettre au cœur de l'organisation la transmission des savoirs militants et des expériences historiques des luttes révolutionnaires, écologistes et féministes, en utilisant les outils de l'éducation populaire (arpentage, enquêtes ouvrières, ateliers pratiques, etc.).
5. **Soutien aux alternatives radicales** : accompagner et renforcer les expérimentations qui incarnent une transformation anticapitaliste et écologiste, comme les ZAD, les initiatives d'autogestion ou les plateformes de solidarité (ex. : l'Après-M ou les collectifs de sécurité sociale).

alimentaire).

6. Élaboration de programmes politiques de rupture : associer tou·tes les membres à la construction de programmes en lien avec les luttes quotidiennes, en mettant l'accent sur des problématiques souvent négligées (démocratie au travail, impacts du travail sur la santé, égalité réelle).

Expérimenter la démocratie en actes

Pour être crédible et cohérente, l'organisation doit incarner la démocratie qu'elle revendique. Cela implique de nouvelles pratiques démocratiques inclusives :

7. **Rotation et révocabilité des mandats** : garantir un renouvellement constant des responsables et porte-paroles, avec des mandats limités dans le temps et contrôlés par la base.
8. **Participation régulière et accessible** : permettre aux membres de s'impliquer facilement via des outils numériques pour participer aux débats et votes en ligne, tout en rendant possible la convocation de réunions spécifiques par les comités locaux ou un nombre défini de membres.
9. **Réunions nationales fréquentes** : organiser des assemblées nationales régulières (par exemple, tous les 6 à 8 semaines) réunissant des délégué·es mandaté·es par les comités locaux et les commissions pour discuter des grandes décisions.

S'organiser pour toutes les égalités et toutes les solidarités

Une organisation politique doit être féministe, antiraciste et internationaliste dans toutes ses pratiques internes et externes. Cela suppose :

10. **Espaces en non-mixité** : garantir la possibilité de réunions et groupes en non-mixité pour les femmes, minorités de genre et personnes racisées.
11. **Lutte contre les violences et discriminations internes** : élaborer des procédures transparentes et collectives pour prévenir et traiter les violences sexistes, sexuelles et racistes au sein de l'organisation.
12. **Relations internationales de solidarité** : établir des liens concrets avec les luttes anticapitalistes et antifascistes dans le monde, en soutenant les peuples en lutte pour leur liberté et leur autodétermination (ex. : Palestine, Ukraine, etc.).

S'inspirer des expériences internationales

L'histoire regorge d'exemples d'expérimentations démocratiques et solidaires, souvent méconnus, en France et ailleurs. Une organisation politique d'un nouveau type doit apprendre de ces expériences pour enrichir ses pratiques et consolider ses bases. L'internationalisme ne se limite pas à la solidarité : c'est aussi l'art de s'inspirer des réussites et innovations des camarades d'autres pays.

En résumé, une telle organisation doit être un **outil de transformation sociale**, démocratique et inclusif, capable d'incarner dans ses pratiques les valeurs qu'elle défend. Elle doit tisser des liens entre les luttes locales, nationales et internationales, tout en expérimentant des formes nouvelles de solidarité et d'égalité.



Conclusion

Et maintenant, on fait quoi ?

Ce Manifeste est un appel. Un appel à ne pas céder au découragement, au repli sur soi ou au cloisonnement entre les mouvements sociaux et le champ politique. Un appel à voir grand, à la hauteur des crises et des menaces qui pèsent sur notre monde, mais aussi des espoirs de transformation et des victoires possibles. Un appel à construire, dès maintenant, une nouvelle force politique populaire, inclusive et révolutionnaire, capable de conjuguer luttes immédiates et perspectives de long terme, enracinée dans les réalités du quotidien et tournée vers l'avenir. Nous sommes convaincus que des milliers de militant·es attendent l'émergence d'un tel projet et que des dizaines de milliers d'autres pourraient le rejoindre.

Dans l'immédiat : que proposons-nous ?

Nous appelons toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ce projet à s'impliquer dès maintenant, en rejoignant un **processus collectif, ouvert et participatif**. Voici comment :

1. Faire vivre le Manifeste :

Discutez de ce texte avec vos camarades, ami·e·s, à l'échelle locale, régionale ou nationale, au sein de vos organisations, syndicats, associations, collectifs ou assemblées. En région parisienne, une première rencontre est prévue à la Maison Ouverte (Montreuil) le vendredi 7 février. D'autres réunions locales, sous la forme de forums ou d'assemblée, sont en cours de préparation. Partagez vos réflexions, remarques, ajouts et propositions en envoyant un compte-rendu à l'adresse suivante : contact@forumalternative.org.

2. Participer au prochain forum national :

Nous organiserons un **forum national** le week-end du 10-11 mai à la Maison Ouverte à Montreuil [programme à venir], pour débattre de ce texte, des contributions qu'il aura suscitées, et dessiner ensemble les contours plus précis du projet. Nous invitons chaque collectif, organisation ou groupe militant à envoyer des représentant·e·s pour partager leurs discussions et propositions.

3. Rejoindre les initiatives en cours :

Vous pouvez rejoindre à titre individuel ou collectif :

- **Le groupe d'animation**, actuellement composé d'une quinzaine de camarades qui se réunissent deux fois par mois en visioconférence.

- Les **campagnes nationales** déjà initiées en 2024, comme « Contre tous les impérialismes, pour l'autodétermination des peuples » ou « Pour les alternatives concrètes, écologiques et sociales ». D'autres campagnes pourront être proposées et construites collectivement.

4. **Construire des temps d'échanges et de réflexion :**

Nous appelons à organiser et participer à des journées nationales de rencontres et de débats l'été prochain [envisagées à Lyon]. Ces journées seront un moment privilégié pour approfondir les discussions, préparer une véritable **assemblée constituante** et poser les bases concrètes de l'organisation.

5. **Préparer l'assemblée constituante :**

À l'automne 2025, nous visons la tenue d'une **assemblée constituante formelle et représentative**, s'appuyant sur toutes les contributions, réunions et campagnes précédentes. Cet événement sera un moment décisif pour jeter les bases de cette nouvelle organisation politique, dont la construction pourra commencer dès 2026.

Et vous, qu'en dites-vous ?

Si ce projet vous parle, vous intéresse, discutons-en...et rejoignons-nous pour construire ensemble l'Alternative !

Le groupe d'animation d'On construit l'Alternative

Ont contribué à la conception, la rédaction ou la relecture de ce Manifeste :

Alexis Cukier, Antoine Pelletier, Béa Whitaker, Bruno Della Sudda, Christine Poupin, Colette Corfmat, Fabien Marcot, Florence Ciaravola, Frédéric Burnel, Hugo Coldboeuf, Isabelle Garo, Jacqueline Madrennes, Josiane Martini, Josiane Scoleri, Kevin Poperl, Malika Kara Laouar, Marjorie Keters, Mariano Bona, Michelle Garcia, Olivier Le Cour Grandmaison, Omar Slaouti, Patrick Farbiaz, Patrick Le Moal, Thomas Coutrot, Tony Fraquelli.